

DÉLAI DE TRAITEMENT
DES DOSSIERS DES CRÉDITS

LE MINISTÈRE
DES FINANCES
INSTRUIT LES
BANQUES
PUBLIQUES

de l'administration Le Monde

Quotidien National d'Information • www.lmondcadm.com

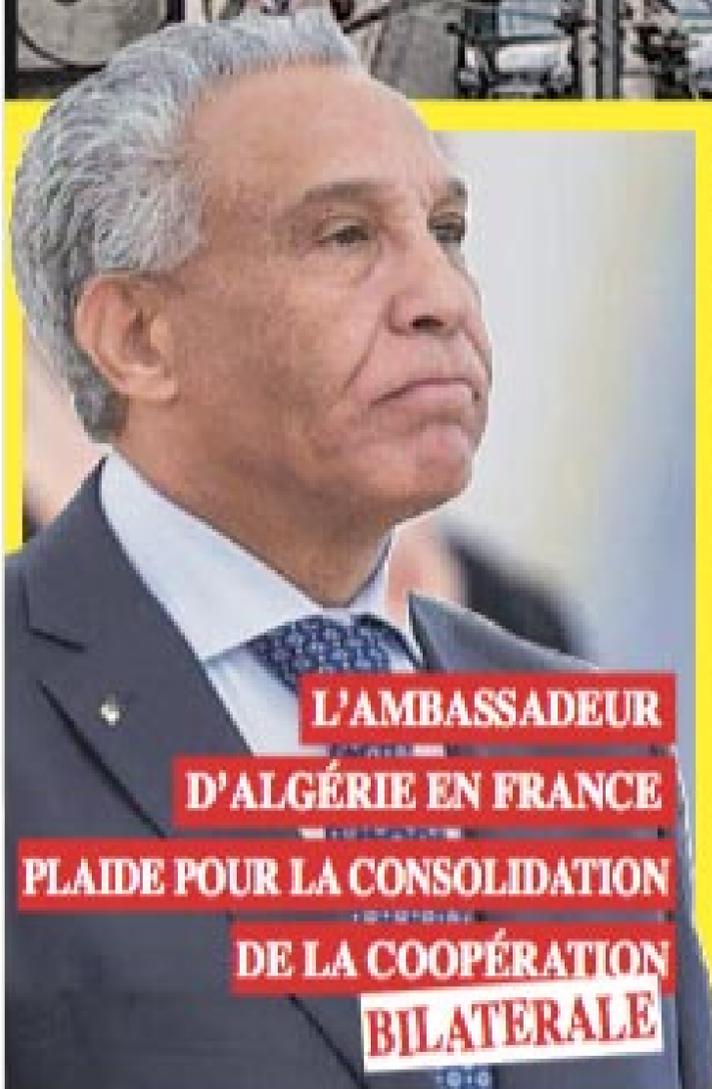
Dimanche 21 Février 2021 / N° 1049 Prix : 20 DA

LIBÉRATION
DU JOURNALISTE
SHALED DRABENI

RSF : « CETTE
DÉCISION
DANS LE BON
SENS »

DÉCISIONS ANNONCÉES PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

LA CLASSE POLITIQUE S'EN FÉLICITE



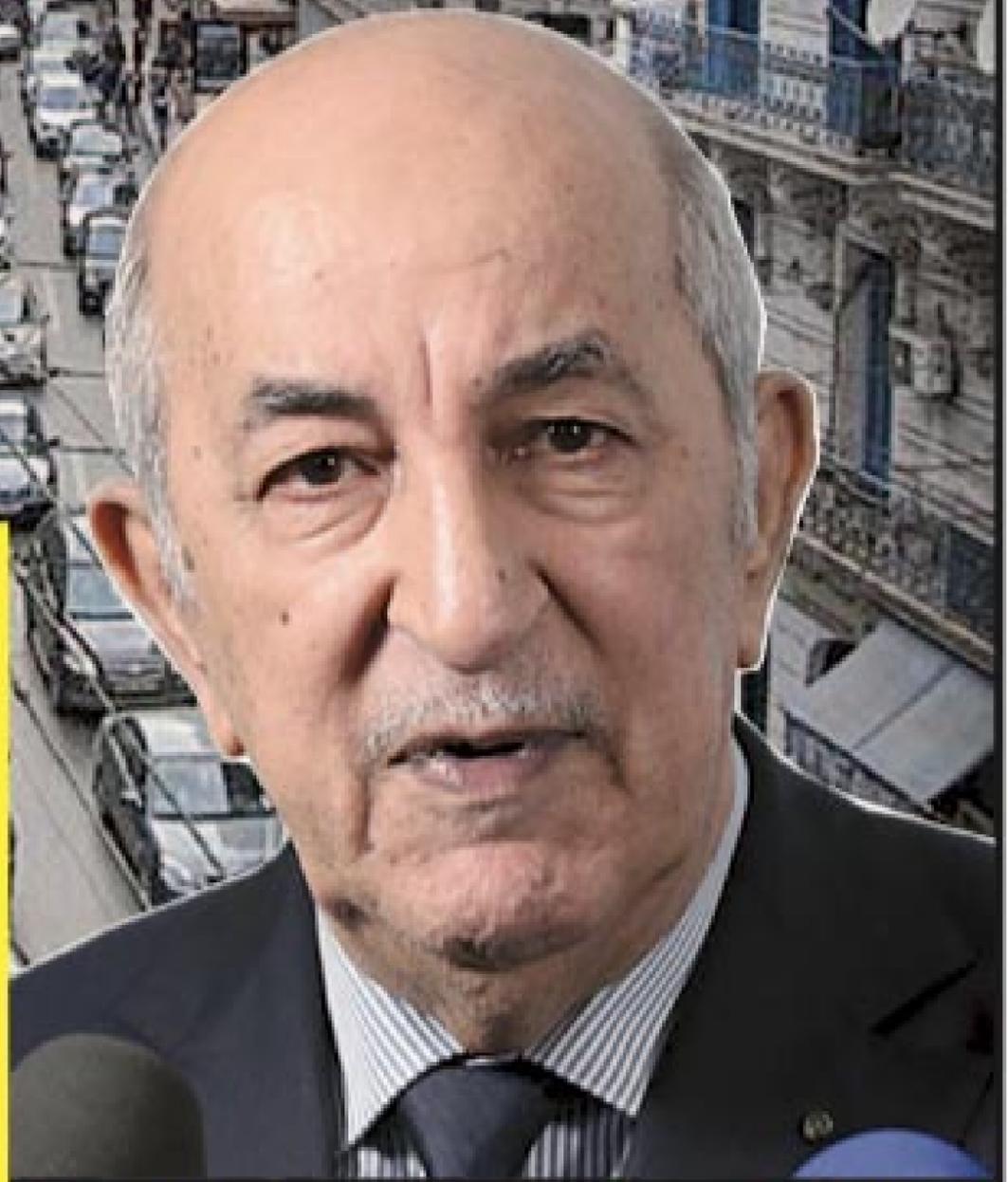
L'AMBASSADEUR

D'ALGÉRIE EN FRANCE

PLAIDE POUR LA CONSOLIDATION

DE LA COOPÉRATION

BILATÉRALE



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE LA VILLE:

CRÉATION À ORAN
DU PRIX

"BON CITOYEN"

BELMAHDI

LES SLOGANS
SCANDÉS LORS DU
HIRAK CONFIRMENT
L'ATTACHEMENT
DES ALGÉRIENS
À LEUR HISTOIRE

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Dimanche 21 Février 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
13:01	16:08	18:34	19:56

Horaires de prière à Alger du Lundi 22 Février 2021

Fajr	Chourouk
06:01	07:28



Météo



Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° /
Constantine 23° / Béchar 23° / Biskra 25° /
Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26° /
Tlemcen 22°

Coronavirus

164 nouveaux cas et
4 décès en 24 heures

Cent soixante-quatre (164) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 143 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Foufar.



MOSTAGANEM

Dix blessés dans un accident
de manège

Dix (10) personnes ont été blessées à différents degrés suite à un accident de manège survenu au niveau du parc d'attraction et de loisirs « Mostaland » à Mostaganem, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Protection civile. « Les unités de la protection civile sont intervenues vendredi vers 19h00 pour l'évacuation de 10 victimes blessées à différents degrés suite à un accident de manège survenu au niveau du parc d'attraction et de loisirs « Mostaland » », a indiqué la protection civile dans un communiqué. Après avoir prodigué les premiers soins aux blessés, les éléments de la protection civile ont évacué les victimes vers les urgences médicales à l'hôpital « Ernesto Che Guevara », précise la même source. Suite à cet incident, le wali de Mostaganem, Aissa Boulahia, a décidé de dépêcher une commission technique pour lui transférer samedi



un rapport sur l'accident, a souligné un communiqué des services de la wilaya. Selon la même source, M. Boulahia a décidé également la fermeture à titre conservatoire de cette attraction jusqu'à

sa révision technique et sécuritaire. Pour leur part, les services de la sûreté de la wilaya de Mostaganem ont ouvert une enquête pour définir les causes de cet incident.

Coopération

Entretien téléphonique entre
MM. Tebboune et Macron

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu samedi un appel téléphonique du président de la République Française, Emmanuel Macron, lors duquel ils "ont passé en revue les perspectives du développement des relations bilatérales", indique un communiqué de la présidence de la République. Lors de cet entretien téléphonique, les deux présidents ont convenu de « poursuivre la coordination entre les deux parties en vue de booster la coopération bilatérale dans divers domaines et rapprocher les vues sur certains dossiers », précise le communiqué.

LAGHOUAT

17 blessés dans une
explosion de gaz dans un
appartement

Dix-sept (17) personnes ont été blessées, dont deux dans un état grave, suite à une explosion de gaz survenue samedi dans l'appartement d'un immeuble de la cité El-Mehafir dans la ville de Laghouat, a-t-on appris auprès de la protection civile de la wilaya. L'accident causé par une fuite de gaz a provoqué également des dégâts aux habitations voisines et des véhicules en stationnement près de l'immeuble, a précisé le chargé de communication à la direction de la protection civile, le lieutenant Walid Nekmouche. Les blessés ont été pris en charge au niveau de l'établissement public hospitalier "240 lits" de Laghouat, ont indiqué les responsables de la direction locale de la santé et de la population (DSP). Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, s'est aussitôt rendu au lieu de l'accident où il a donné des instructions pour la prise en charge des familles affectées par le sinistre en les logeant provisoirement en attendant la réhabilitation totale de leur immeuble.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNIK

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNIK

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SAÏM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMÉRO

00500112145616147 BDL

ANEP TEL 021737278

021737128

FAX 021739559

DÉFUSION

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SUA

Banques publiques

Instruction ministérielle pour améliorer le traitement des dossiers de crédits

Le ministère des Finances a, dans une note publiée sur son site web, instruit les banques publiques afin de réduire les délais de traitement des dossiers de crédits, lesquels ne doivent pas dépasser les 30 jours, et pour améliorer l'accueil et l'orientation de la clientèle. Dans cette note adressée par le ministre des Finances aux présidents directeurs généraux des banques publiques, ces derniers sont instruits d'assurer le traitement des dossiers de crédit "en 30 jours maximum" à compter de l'introduction de la demande et "d'assurer la qualité de la communication et de l'information du client pour une bonne compréhension des procédures". S'agissant du délai de traitement, le ministère appelle à l'instruction du dossier de crédit à

travers une vérification formelle exhaustive lors de son dépôt, "ce qui évitera un allongement injustifié du délai de traitement, le plus souvent dû au manque de documents et de pièces constructives du dossier". Il souligne ainsi la nécessité du raccourcissement du délai de traitement des dossiers de crédit, "qui ne doit pas dépasser 30 jours, depuis l'introduction de la demande de crédit jusqu'à la notification de la décision finale de la banque". Ce délai doit être porté à la connaissance de la clientèle qui pourra s'en prévaloir, instruit le ministère. S'agissant de l'orientation et la communication de l'information, le ministère instruit les banques à l'effet de "prendre toute mesure jugée nécessaire, pour assurer une amélioration significative de ce processus, no-

tamment en ce qui concerne la qualité de la communication et de l'information qui doit être mise à la disposition de la clientèle, au niveau des agences et des sites internet des banques publiques". Cette information, poursuit la même source, doit être disponible en permanence, complète et simplifiée, pour assurer une bonne compréhension des procédures et un conseil personnalisé. A ce titre, et afin d'assurer une plénitude dans la réalisation de cet objectif, le ministère appelle les banques publiques à mettre en place les procédures et les circuits d'information qui assureront un traitement "optimal" et dans les délais requis des dossiers de crédits.

Inscrire les personnels dans une logique de

performance

"Dans le même temps, il est nécessaire d'inscrire les structures et les personnels chargés de la clientèle et de l'étude des dossiers de crédit dans une logique de performance et de productivité, afin que la fonction financement puisse connaître les améliorations qualitatives indispensables, permettant un alignement rapidement de cette fonction sur les meilleures pratiques internationales en la matière", selon l'instruction. D'une manière générale, et en raison de la position dominante des banques publiques sur le marché et des responsabilités qui en découlent, estime le département des Finances, chaque banque publique doit organiser et codifier ses processus de décision, en ma-

tière de traitement des dossiers de crédit et en assurer le respect. "Le respect de ces processus et de ce délai constitue un des critères les plus importants déterminant la perception de la clientèle sur la qualité des services et la performance des banques publiques", affirme l'instruction. Aussi, et s'agissant des conditions d'accueil et d'orientation de la clientèle, le ministère estime impératif d'accorder à ces aspects "hautement stratégiques" pour l'image de marque des banques, "toute l'importance dans le processus de la gestion quotidienne des services. Ainsi, il est désormais exigé de chaque banque d'accorder le plus grand intérêt à l'accueil, en organisant, notamment, des espaces dédiés pour le confort des clients".

Fenniche

L'Algérie s'est inscrite depuis des années dans le processus de modernisation et de numérisation

Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, a affirmé, samedi, que le processus de numérisation en Algérie n'était pas né de la conjoncture induite par la propagation de la pandémie du Coronavirus. Dans une allocution, en visioconférence, lors de la réunion préparatoire de la 5e Réunion de haut niveau au Caire des présidents des Cours constitutionnelles, des Cours suprêmes et Cours constitutionnelles africaines, M. Fenniche a indiqué que l'Algérie "s'est inscrite, depuis longtemps, dans le processus de modernisation et de numérisation pour lutter contre la bureaucratie, tel qu'affirmé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Rappelant l'adoption, en 2008, du projet "E-Algérie" (l'Algérie électronique), il a précisé que la pandémie du Coronavirus est venue, néanmoins, mettre en avant "les opportunités qu'offrent la technologie et les moyens de communication numérique en termes de gain de temps, d'argent et d'effort". La pandémie a favorisé l'expérimentation et le développement des différents mécanismes et dispositifs,

précédemment, arrêtés et dont plusieurs ont montré leur efficacité et accéléré la numérisation et la modernisation à travers le développement et l'adoption d'autres mécanismes, à l'image du procès à distance et d'autres services assurés via le Net, a souligné M. Fenniche. A l'instar d'autres pays du monde, l'Algérie "s'est adaptée à la conjoncture exceptionnelle, en recourant davantage aux moyens de communication modernes pour garantir la poursuite des services des secteurs en lien avec le quotidien du citoyen, notamment ceux liés à l'administration et à la justice, a-t-il précisé, indiquant que l'objectif "est de faciliter l'accès du citoyen aux différentes structures et services ainsi que le contact entre les différents acteurs, dans tous les domaines". Le président du Conseil constitutionnel a mis en avant, dans ce sens, "la sécurité" des différents services publics informatisés. Evoquant l'adaptation du Conseil constitutionnel aux conditions imposées par la pandémie Covid-19, il a cité la participation, en visioconférence, à plusieurs événements internationaux sur la juridiction

constitutionnelle, notamment l'université d'été organisée par la Cour constitutionnelle turque le 7 et 8 septembre dernier sous le thème "restriction des droits et libertés dans l'état d'urgence sanitaire" et, la 125e session ordinaire de la Commission de Venise (commission européenne pour la démocratie par le droit). Le Conseil constitutionnel a également organisé des manifestations visant la vulgarisation de la culture constitutionnelle, dont des discussions, en visioconférence, avec le professeur français en droit constitutionnel, Dominique Rousseau, sur les mécanismes de vulgarisation de la culture constitutionnelle, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi qu'un colloque international, les 5 et 6 octobre 2020, sur le projet de la nouvelle Constitution algérienne. Quelque 40 tribunaux et organisations africaines ont pris part à la réunion préparatoire de la 5e Réunion de haut niveau au Caire (Egypte) des présidents des Cours constitutionnelles, des Cours suprêmes et des Conseils constitutionnels africains, prévu en juin prochain.

Célébration de la Journée nationale de la ville Création à Oran du Prix "bon citoyen"

La Coordination de la citoyenneté durable d'Oran a créé récemment le Prix "bon citoyen" à l'effet d'inciter les citoyens à fournir davantage d'efforts pour concrétiser des travaux de promotion de la ville d'Oran, a-t-on appris samedi du président de la Coordination, Hamid Guenoune. Le Prix est décerné en échange de la persévérance dans la promotion de la ville d'Oran, dans les domaines sociaux, économiques, culturels, sportifs et autres, a indiqué, à l'APS, M. Ghennoune en marge de la deuxième édition de la manifestation "Oran raconte sa citoyenneté", organisée à l'occasion de la Journée nationale de la ville. L'objectif du Prix "bon citoyen" est de décerner une à deux fois par an est d'honorer des personnes méritantes qui se sont distinguées par leurs efforts selon leurs spécialités, en plus de motiver les ci-

toyens à œuvrer davantage à promouvoir la ville dans divers domaines pour améliorer les conditions de vie des habitants, a-t-on souligné. A l'occasion de cette édition organisée sous le slogan "Oran raconte sa citoyenneté", la Coordination de la citoyenneté durable a décerné le prix du bon citoyen au défunt Benguesmia Chadli Noureddine, qui fut président de l'association culturelle de la ville d'Oran pour sa contribution à l'animation du mouvement culturel dans la ville, a indiqué le président de la Coordination. La Coordination a décerné, début 2021, le Prix "bon Citoyen" à Leila Zerguit, rédactrice en chef au journal "El Djoumhouria" paraissant à Oran, qui avait remporté le Prix du Président de la République du journaliste professionnel dans sa sixième édition à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la presse,

selon M. Ghennoune. La rencontre organisée samedi a été marquée par la signature d'une convention entre la Coordination de la citoyenneté durable et le Centre national de recherche en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, dans le but de former des membres de la Coordination et des adhérents d'associations versées dans les domaines de la citoyenneté et de la protection de l'environnement. En vertu de cette convention, qui durera trois ans, la Coordination, initiatrice de cette rencontre en collaboration avec le CRASC, œuvrera à la mise en œuvre du projet "Madinati", selon M. Guenoune selon qui la Coordination se concentrera sur l'aspect urbain inclus dans ce projet, présenté à l'occasion de cette rencontre par le chercheur Bendeddouche Djamel du même Centre.

BELMAHDI

Les slogans scandés lors du Hirak confirment l'attachement des Algériens à leur histoire



Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi, a affirmé samedi à Alger que les slogans scandés par les Algériens, lors du Hirak, étaient "une confirmation de leur attachement à leur histoire et à leur patrie". "Les slogans, puisés de la Glorieuse guerre de libération et de la Déclaration de Novembre, scandés par le peuple algérien, le 22 février 2019, dans des manifestations pacifiques ont confirmé à tous que les Algériens demeurent attachés à leur histoire et leur patrie, et n'ont en nullement dévié", a précisé le ministre dans une déclaration à Dar el Coran, à la veille du deuxième anniversaire du Hirak populaire. "Ceux qui sont sortis le 22 février n'ont jamais dévié de l'Algérie, qu'ils ont voulu République démocratique fondée sur les principes et valeurs de l'Islam, comme l'ont rêvé nos ancêtres", a soutenu M. Belmahdi mettant en avant des slogans "novembristes, inspirés de nos héros et symboles ainsi que de la Déclaration du 1er Novembre 1954". Pour M. Belmahdi, cette Journée "mérite la commémoration car beaucoup misaient sur la fin de l'Algérie, comme cela avait été le cas lors de la décennie noire qu'a traversé notre pays". A cette occasion, le ministre a exhorté les jeunes à "préserver le Message des Chouhada, qui se sont sacrifiés pour leur offrir l'indépendance et la liberté", saluant également "le rôle des mosquées et des écoles coraniques dans la préservation de l'identité de l'Algérie tout au long des siècles". "Un rôle que les mosquées continuent à jouer, à travers l'accompagnement des hautes autorités du pays en toutes circonstances, notamment aujourd'hui par la sensibilisation à l'impératif de préserver la vie dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus".

Délai de traitement des dossiers des crédits

Le ministère des Finances instruit les banques publiques

Afin de mettre fin à la lenteur qui a caractérisé le traitement des dossiers de crédits et afin également de donner un coup d'accélérateur à l'activité bancaire, une instruction du ministère des Finances, publiée sur son site web, évoque la nécessité de traiter les dossiers dans les délais. Cette instruction destinée aux banques publiques précise que les délais « ne doivent pas dépasser les 30 jours ». Elle évoque également « l'accueil et l'orientation de la clientèle » qui doivent suivre ces efforts, avec, en prime, « la qualité de la communication et de l'information du client pour une bonne compréhension des procédures ». S'agissant du délai de traitement, le ministère appelle à l'instruction du dossier de crédit à travers une vérification formelle exhaustive lors de son dépôt, « ce qui évitera un allongement injustifié du délai de traitement, le plus souvent dû au manque de do-

cuments et de pièces constructives du dossier ». Il souligne ainsi la nécessité du raccourcissement du délai de traitement des dossiers de crédit, « qui ne doit pas dépasser 30 jours, depuis l'introduction de la demande de crédit jusqu'à la notification de la décision finale de la banque ». Ce délai doit être porté à la connaissance de la clientèle qui pourra s'en prévaloir, instruit le ministère. S'agissant de l'orientation et la communication de l'information, le ministère instruit les banques à l'effet de « prendre toute mesure jugée nécessaire, pour assurer une amélioration significative de ce processus, notamment en ce qui concerne la qualité de la communication et de l'information qui doit être mise à la disposition de la clientèle, au niveau des agences et des sites internet des banques publiques ». Cette information, poursuit la même source, doit être disponible en permanence, complète et simplifiée, pour as-

surer une bonne compréhension des procédures et un conseil personnalisé. A ce titre, et afin d'assurer une plénitude dans la réalisation de cet objectif, le ministère appelle les banques publiques à mettre en place les procédures et les circuits d'information qui assureront un traitement « optimal » et dans les délais requis des dossiers de crédits. Concernant le personnel, la note évoque aussi la nécessité d'inscrire les structures et les personnels chargés de la clientèle et de l'étude des dossiers de crédit dans une logique de performance et de productivité, afin que la fonction finance-ment puisse connaître les améliorations qualitatives indispensables, permettant un alignement rapidement de cette fonction sur les meilleures pratiques internationales en la matière », selon l'instruction. D'une manière générale, et en raison de la position dominante des banques publiques sur le marché et des responsabilités qui en dé-

coulent, estime le département des Finances, chaque banque publique doit organiser et codifier ses processus de décision, en matière de traitement des dossiers de crédit et en assurer le respect. « Le respect de ces processus et de ce délai constitue un des critères les plus importants déterminant la perception de la clientèle sur la qualité des services et la performance des banques publiques », affirme l'instruction. Aussi, et s'agissant des conditions d'accueil et d'orientation de la clientèle, le ministère estime impératif d'accorder à ces aspects « hautement stratégiques » pour l'image de marque des banques, « toute l'importance dans le processus de la gestion quotidienne des services. Ainsi, il est désormais exigé de chaque banque d'accorder le plus grand intérêt à l'accueil, en organisant, notamment, des espaces dédiés pour le confort des clients ».

Pénétrante Djen Djen-El Eulma

Des mises en demeure adressées aux maîtres d'oeuvre pour le retard accusé (ministre)

L'Algérienne des autoroutes (ADA) a adressé des mises en demeure au collectif des maîtres d'oeuvre en charge du projet de réalisation de la pénétrante autoroutière Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), en raison du retard accusé dans la cadence de réalisation des travaux, a indiqué jeudi le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali. Répondant à la question d'un sénateur sur le projet de la pénétrante autoroutière Djen Djen-El Eulma qui avait démarré en 2014, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, M. Chiali a reconnu que « le projet en question accuse effectivement un retard, dépassant de loin les délais de réception fixés dans le contrat (72 mois) », soulignant que face à la lenteur enregistrée dans le rythme de réalisation, l'ADA a adressé, en sa qualité de chef de projet, des mises en demeure au collectif des



maîtres d'oeuvre ». Le ministre a ajouté que ces maîtres d'oeuvre se sont engagés à rattraper le retard accusé et à garantir les moyens matériels et humains nécessaires pour la réalisation dudit projet, soulignant que le collectif des maîtres d'oeuvre s'engage à mettre en place un plan opérationnel pour doter le chantier en moyens matériels et humains nécessaires, adaptés

à un projet d'une telle envergure. M. Chiali a déclaré que le taux d'avancement des travaux de la pénétrante de l'autoroute Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif) avait atteint 42,5%, soulignant que le taux d'avancement du forage du tunnel de 3.695 mètres de long a progressé de 64%. Parmi les raisons qui ont exacerbé le retard du projet, M. Chiali a souligné le relief accidenté de la région et un glissement de terrain (qui nécessite des études et des solutions coûteuses), le croisement du tracé de la route et du canal de déviation du barrage de Tabellout (Jijel) en plusieurs points, en plus de la crise sanitaire mondiale (Covid-19). M. Chiali a souligné l'importance économique et sociale de ce projet de 110 kilomètres de long, qui concerne trois wilayas, à savoir Jijel avec un tronçon de 45 kilomètres, Mila sur un tronçon de 15 kilomètres et Sétif sur 50 kilomètres.

L'ambassadeur d'Algérie en France plaide pour la consolidation de la coopération bilatérale

L'ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed-Antar Daoud, qui a été reçu vendredi par le président du Sénat français, Gérard Larcher, a réitéré la disponibilité de la partie algérienne à consolider la coopération bilatérale dans tous les domaines, conformément à la volonté exprimée par les Présidents Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron. Se félicitant de la « qualité des relations » entre les institutions parlementaires des deux pays, M. Daoud a réitéré « la disponibilité de la partie algérienne à consolider la coopération bilatérale dans tous les domaines, conformément à la volonté exprimée par les deux chefs d'Etat, Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron, de travailler de concert sur les dossiers d'intérêt commun, notamment économiques, les questions régionales et le dossier de la mémoire ». Par ailleurs, l'entretien a été l'occasion d'aborder longuement les questions régionales. Les deux responsables ont ainsi « salué » la formation d'une autorité exécutive intérimaire en Libye, marquant le soutien de leurs pays aux efforts des Nations-unies pour une

réconciliation inter-libyenne, en dehors de toute interférence étrangère. Concernant le Mali, les discussions ont permis de relever « la satisfaction des différentes parties » quant à la tenue le 11 février 2021 à Kidal, de la 5ème réunion de haut niveau du Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui a vu la participation, par visioconférence, du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. A propos des autres développements au Sahel, il a été souligné « l'importance de renforcer les mécanismes de coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé transfrontalier et leur connexion avec les divers trafics : drogue, armes, migration clandestine ». Soulevant la question du Sahara occidental, l'ambassadeur qui a tenu à signaler la gravité de la situation dans ce territoire occupé, induite par la reprise du langage des armes entre le royaume du Maroc et le Front Polisario, a rappelé « la position constante de l'Algérie en faveur de l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément aux

principes de la chartes des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ». De son côté et après avoir exprimé « ses meilleurs vœux de santé » à l'endroit du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et « plein succès dans ses missions », le président Larcher s'est « félicité de la solidité des liens de coopération existant entre les deux pays dans tous les domaines et la volonté politique affichée de part et d'autre de leur insuffler une dynamique nouvelle ». Lors de cette rencontre, il a été aussi procédé à un large échange sur l'état des relations bilatérales entre les deux pays et les perspectives de renforcement de la coopération parlementaire. A ce titre, M. Larcher a fait part de sa « détermination à œuvrer pour la densification des échanges avec le Conseil de la nation à travers, d'une part, la tenue dans les meilleurs délais du 2ème Forum de coopération parlementaire de haut niveau et d'autre part, la mise en place d'un nouveau mécanisme de concertation sur les principaux enjeux de l'agenda international ».

ALIA.L

Fédération des luttes associées

Adoption des bilans, la commission de candidatures installée

Les membres de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), ont adopté samedi à Alger les bilans moral et financier de l'exercice 2020 et installé la commission de candidatures en vue de l'organisation de l'AG électorale, prévue le 4 mars prochain (09h00) au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA). Après avoir observé une minute de silence à la mémoire du défunt Rabah Chebbah, ancien président de la FALA, les membres ont entamé les travaux de l'AGO, marqués par la présence de 37 membres sur les 39 que compte l'AG. Les membres de l'AG ont procédé d'abord à l'élection des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en vue de l'assemblée générale électorale AGE, prévue le 4 mars au siège du COA. La commission de candidatures est composée de trois membres : Saadi Larbi (Oran), Hireche Mohamed-Amine (Alger) et Djeghegh Abdencer (Blida). Trois membres ont été également désignés au sein de la commission de recours : Belhogat Lotfi (Sidi Bel Abbès), Mameche Abdelouahab (Mostaganem) et Benamara Mohamed (Tipasa). La commission de passation de consignes est constituée de deux membres : Lotfi Amrat et Dahache Azzedine. Les membres de l'AG ont procédé par la suite à la lecture et l'adoption du bilan moral pour l'exercice 2020 par 22 membres sur les 23 à voix délibératives (13 ligues et 10 meilleurs clubs). Même chose pour le bilan financier 2020 qui a été approuvé par 22 membres sur les 23 à voix délibératives. A signaler que la période de dépôt de candidatures a été fixée du dimanche 21 février au jeudi 25 février à 17h00. Hamza Doghdogh occupe le poste de président par intérim de la FALA, après le décès le 8 décembre dernier de Rabah Chebbah, président de l'instance fédérale durant deux mandats olympiques (2013-2016 et 2017-2020).

AGRICULTURE

Protéger le patrimoine génétique végétal contre le changement climatique (expert)

Le changement climatique menace le patrimoine génétique végétal du pays, ce qui risque d'accentuer davantage sa dépendance aux importations de graines de semences, a alerté un chercheur de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), préconisant des mesures urgentes pour préserver ce patrimoine. "Des mesures devraient être déployées en urgence pour préserver les espèces locales et la diversité génétique contre les impacts des changements climatiques", a recommandé le Dr Chebouti Abderrezak, dans un entretien à l'APS. Estimant que la sécurité alimentaire du pays passe systématiquement par la préservation de son patrimoine génétique végétal, M. Chebouti a souligné que la détention d'une variabilité génétique élevée, conservée de manière fiable permettrait de répondre rapidement à la croissance des besoins du secteur agricole. "A partir de nos graines locales, nous pouvons développer de nouvelles variétés à haut rendement, de haute valeur nutritionnelle et

résistantes au stress hydrique, ce qui nous permettra de se passer des importations des graines", a-t-il expliqué. Par ailleurs, cet expert agronome a mis en garde contre l'utilisation des variétés améliorées importées, au détriment des ressources génétiques locales, pour motif d'augmenter les rendements. Selon lui, cette solution "facile", adaptée par des agriculteurs pour faire face à la demande croissante des populations, n'est pas sans risque. Ces changements, parfois radicaux dans les pratiques agricoles des autochtones, a-t-il averti, auront pour conséquence "la disparition progressive de nos variétés de graines, pourtant mieux adaptées aux conditions climatiques locales". Estimant que la préservation des variétés locales des cultures stratégiques constitue le gage d'une sécurité alimentaire durable du pays, l'expert recommande notamment de conserver "en priorités" des variétés locales des cultures stratégiques telles les graines de céréales, les légumineuses alimentaires et les four-

rages. "Le choix de ces cultures est justifié par leur place stratégique dans l'économie nationale", a-t-il argué. Il a rappelé, à ce titre, que la filière céréalière connaît une dépendance accrue aux importations avec plus de six millions de tonnes de produits céréaliers annuellement, d'où la nécessité, selon lui, de conserver les semences de blé locales et de les développer pour avoir un meilleur rendement à l'hectare. Il en est de même pour les graines des légumineuses. "La demande des légumes secs, qui ont toujours fait partie de nos aliments de base, ne cesse d'augmenter", a-t-il fait constater en précisant que l'Algérie importe annuellement 2 millions de quintaux de légumes secs pour 250 millions de dollars. Quant aux fourrages, il a assuré que l'amélioration de la production fourragère, à travers la conservation et le développement des semences locales, est nécessaire pour faire accroître la production nationale en lait et en viandes rouges et de limiter ainsi les importations surtout en ce qui

concerne la poudre de lait.

L'importance de créer une "banque des graines"

Interrogé sur le projet relatif à la mise en place d'une "banque des graines locales", qui peine à voir le jour, Dr Chebouti a répondu que la structure existe toujours au niveau de la station expérimentale agricole de Baraki (Alger) mais le projet est toujours à l'arrêt pour des raisons financières. "Le montant financier initial du projet est en cours de réévaluation du fait de la dévaluation du dinars", a-t-il expliqué, en soulignant l'urgence d'un tel édifice pour le secteur agricole. "La finalisation de ce projet permettra à l'Algérie de préserver et d'enrichir son patrimoine génétique végétal en assurant le stockage de petites quantités de semences récoltées auprès des agriculteurs des différentes régions du pays", a-t-il fait valoir. D'après l'Union nationale des agronomes (UNA), l'Algérie compte plus de 2.000 sortes de

graines de différentes filières datant de plusieurs milliers d'années. Malgré cette richesse variée, le pays importe l'essentiel des semences de l'étranger. Le président de l'UNA, Mounir Oubiri, avait récemment appelé à inverser cette tendance en associant les centres de recherche et les acteurs du monde agricole dans la promotion et le développement des graines locales. A ce titre, il avait fait part d'un projet avec la Chambre nationale de l'agriculture, portant sur le recensement du patrimoine génétique (semences de céréales, semences de culture maraichères, plants) auprès des agriculteurs à travers tout le pays. "Cette démarche devrait nous permettre de réaliser des expériences sur le terrain dans les zones potentiellement propices pour produire davantage les semences locales sur des parcelles déterminées dans le cadre de l'agriculture expérimentale et de sauvegarder ainsi cette richesse de manière durable", avait-il assuré.

AMINE.R

Agriculture : Le colza poursuit sa hausse dans le sillage des huiles

Les prix du colza continuaient à progresser vendredi après-midi, dans le sillage de l'huile de palme et du canola, et en dépit d'un recul des cours du pétrole. Les cours de l'huile de palme repartaient à la hausse ce vendredi à la Bourse de Kuala Lumpur, tandis qu'au Canada, les cours du canola (colza OGM canadien) affichent des niveaux historiques", observe dans une note le cabinet Agritel. En revanche, les prix de l'or noir marquaient une pause sous l'effet de prises de bénéfices, après avoir battu de nouveaux records en plus d'un an la veille. L'huile de colza est valorisée pour une large part dans la fabrication de biodiesel. Sur Euronext, la tonne de colza progressait de 1,75 euro sur l'échéance de mai à 461,75 euros, et de 1,25 euro sur l'échéance d'août à 419,25 euros, pour un peu plus de 4.500 lots échangés.

AMINE.R



Le marché du bitcoin dépasse 1.000 milliards de dollars

Une nouvelle flambée du prix du bitcoin vendredi porte la valeur de l'ensemble des bitcoins créés depuis 2009 à plus de 1.000 milliards de dollars, un marché dopé par l'engouement de certaines grandes entreprises et malgré les inquiétudes des régulateurs. Vers 16H40 GMT (17H40 à Paris), le bitcoin a

atteint un nouveau plus haut historique à 54.790 dollars, en hausse de 5,5% sur la séance. Vers 19H30 GMT, il était encore plus haut, aux alentours de 55.155 dollars. Avec plus de 18,6 millions de bitcoins créés depuis son lancement en 2009 par des anonymes, l'ensemble du marché représente potentiellement 1.015 milliards

de dollars, selon le site Coinmarketcap.com. Depuis le début de l'année, le prix du bitcoin a grimpé de 89%, une performance qui fait craindre à certains acteurs du marché qu'une bulle similaire à celle de 2017 n'explode.

ALIA.M

Céréales

Le prix du blé tendre grimpe à plus de 240 euros la tonne

Les cours du blé poursuivaient leur augmentation vendredi à la mi-journée sur le marché européen, mais restaient d'une manière générale volatils face aux incertitudes liées à la vague de froid aux Etats-Unis. Vendredi après midi sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de 4,00 euros sur l'échéance de mars à 241,50 euros, et de 1,75 euro sur l'échéance de mai à 228 euros, pour près de 40.000 lots échan-

gés. La tonne de maïs, elle, prenait 4,50 euros sur l'échéance de mars à 228,25 euros, et augmentait de 1,75 euro sur le contrat de juin à 218,50 euros, pour un peu plus de 1.250 lots échangés. "Parmi les facteurs (...) engendrant cette fermeté sur les livraisons rapprochées, le manque de disponibilités sur le physique, conjugué aux craintes de dégâts de gel sur les Etats Unis. Ces craintes ne pourront être levées que dans plusieurs

semaines, une fois la reprise végétative constatée", analysait le cabinet Agritel dans une note. La veille, les cours étaient repartis à la hausse, après des commentaires du ministère de l'agriculture américain (USDA) "sur des dégâts possibles dans les plaines centrales, du fait de la vague de froid", rapporte InterCourtage.

M.L

Pétrole

Le baril du Brent à près de 63 dollars vendredi

Les cours du pétrole calaient vendredi sous l'effet de prises de bénéfices après avoir battu de nouveaux records en plus d'un an la veille, les investisseurs anticipant par ailleurs la reprise progressive d'une partie de la production aux Etats-Unis perturbée par une vague de froid. La veille, il a touché 65,52 dollars, un prix plus vu depuis le 20 janvier 2020. Le baril américain de WTI pour le mois de mars lâchait dans le même temps 2,15% à 59,22 dollars, au lendemain d'un sommet à 62,26 dollars, une première depuis le 8 janvier 2020. Une masse d'air froid venue de l'Arctique a touché cette semaine une grande partie des Etats-Unis, dont l'état du Texas, poumon énergétique du pays, affectant la production d'or noir. Mais "avec un temps qui devrait se réchauffer ce week-end, nous prévoyons un rebond de la production rapidement, comme ce fut le cas lors des précédents arrêts dus aux conditions météorologiques", ont expliqué les analystes de Goldman Sachs. La perturbation qui avait causé des chutes de neige massives dans le sud a commencé à se déplacer vers la côte est, où des flocons étaient attendus jeudi de la Caroline du Nord jusqu'à la Nouvelle-Angleterre (nord-est). C'est également un réchauffement, diplomatique cette fois-ci, entre Washington et Téhéran, qui pesait sur les cours du brut. L'Iran a réitéré vendredi son appel aux Etats-Unis pour une levée de toutes les sanctions imposées par l'ancien président Donald Trump, après une offre de pourparlers de la part de l'administration du nouveau président Joe Biden. "L'administration Biden explore la possibilité d'une normalisation diplomatique avec l'Iran, c'est un des principaux risques du côté de l'offre", prévient des analystes. Ces deux facteurs négatifs pour les prix ont éclipse la baisse importante des stocks de brut aux Etats-Unis dévoilée hier par l'Agence américaine d'Information sur l'Energie (EIA), de 7,3 millions de barils.

COMMERCE

Le troc, objet d'une publication universitaire

Une nouvelle édition sur le troc frontalier entre l'Algérie, le Mali et le Niger considéré comme appui au développement des régions frontalières algériennes est venue enrichir la bibliothèque nationale à l'initiative du laboratoire d'intégration économique algéro-africain de l'université (LIE-AF) d'Adrar. Ce recueil qui tombe sur 160 pages, regroupe diverses contributions mettant en valeur le commerce du troc, un des aspects du commerce extérieur, son évolution chronologique, les régions de son exercice, son rôle dans la protection des réserves en devises des pays, les défis rencontrés à l'ère de la mondialisation économique et l'E-commerce. Cette publication est la somme des participations fructueuses des enseignants de l'université d'Adrar aux ateliers des travaux d'aménagement et de développement des zones frontalières algériennes, tenus auparavant à Adrar sous l'égide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICLAT), et l'agence nationale d'aménagement et d'attractivité des territoires (ANAAT), a affirmé Bilal Boudjemâa, membre du laboratoire scientifique (LIE-AF). Le commerce du troc, a indiqué M. Boudjemâa, également enseignant à la faculté des sciences économiques de l'université d'Adrar, "revêt une importance dans les économies locale et mondiale qui constituent un indicateur de la bonne santé de la productivité et la compétitivité sur le mar-



ché international et une ressource essentielle pour la dynamisation du développement local, les zones frontalières notamment ». Pour le directeur du laboratoire, Abdelfattah Bendahmane, le troc fait partie des indicateurs d'évaluation, par le passé mais également à l'heure actuelle, de la performance des économies, ajoutant que l'Algérie est attachée à son Continent au travers de ses quatre wilayas du grand Sud, à savoir Tindouf, Adrar, Tamanrasset et Illizi, dont cet attachement est concrétisé par le commerce du troc mené avec les pays voisins du Mali et le Niger, via les wilayas d'Adrar et de Tamanrasset. Entre-autres contributions retenues dans cet

ouvrage, l'approche fournie par l'universitaire Ahmed Hellali qui, renvoyant le commerce du troc aux anciennes ères, a expliqué que ce type de commerce est axé sur les activités d'importation et d'exportation chapeautées par les gouvernements et entreprises économiques. Après avoir passé en revue le développement du troc frontalier, la préservation de sa place en dépit des mutations dans les échanges commerciaux internationaux, Leila Ayad, de la même institution universitaire, a souligné que "l'Algérie exerce et pratique encore les échanges commerciaux avec les pays du Sahel, notamment avec le Mali et le Niger par le biais des caravanes commerciales",

avant d'illustrer cette approche par les expériences de ce type de commerce dans les pays de l'Indonésie et de l'Égypte. Ce recueil aborde également l'impact du troc entre l'Algérie, le Mali et le Niger dans le développement des zones frontalières algériennes, à la faveur de l'organisation des conditions d'exercice de ce commerce frontalier, notamment celles liées aux marchandises éligibles et ses retombées positives. L'ouvrage prévoit, à titre illustratif, une étude analytique au développement des exportations de la wilaya d'Adrar dans le cadre du troc entre 2000 et 2017, dont le tableau cohérent relève un volume d'exportation de plus de 55 millions DA (MDA) en 2000 vers le Mali, puis 180 MDA en 2003 pour atteindre un volume record de plus de 200 millions DA en 2011. Le recueil du laboratoire propose, en conclusion, une série de recommandations allant dans le sens de la promotion du troc frontalier, dont notamment la concrétisation, en priorité, de la route reliant Adrar (dans le Sud de l'Algérie) à Gao (dans le Nord du Mali). La réduction des charges administratives, l'assouplissement des procédures organisationnelles de l'import et de l'export dans le cadre du troc, l'ouverture de nouvelles perspectives commerciales avec les nouvelles entreprises et entités de production dans les régions frontalières, font partie des recommandations retenues dans cet ouvrage académique.

Crédits d'investissement

Les banques sommées d'accélérer le traitement des dossiers

Le gouvernement fait un pas supplémentaire vers la facilitation de l'investissement. Dans une note adressée aux institutions bancaires, le ministre des Finances demande l'accélération du traitement des dossiers de crédits d'investissements. Le ministre, Aymen Benabderrahmane, a exigé vérification formelle exhaustive lors du dépôt des dossiers, « ce qui évitera un allongement injustifié du délai de traitement, le plus souvent dû au manque de documents et de pièces constructives du dossier ». Il souligne ainsi la nécessité du raccourcissement du délai de traitement des dossiers de crédit, « qui ne doit pas dépasser 30 jours, depuis l'introduction de la demande de crédit jusqu'à la notification de la décision finale de la banque ». Ce délai doit être porté à la connaissance de la clientèle qui pourra s'en prévaloir, instruit le ministre. S'agissant de l'orientation et la communication de l'information, le ministre instruit les banques à l'effet de « prendre toute mesure jugée nécessaire, pour assurer une amélioration significative de ce processus, notamment en ce qui concerne la qualité de la communication et de l'information qui doit être mise à la disposition de la clientèle, au niveau des agences et des sites internet des banques publiques ». Cette in-



formation, poursuit la même source, doit être disponible en permanence, complète et simplifiée, pour assurer une bonne compréhension des procédures et un conseil personnalisé. A ce titre, et afin d'assurer une plénitude dans la réalisation de cet objectif, le ministre appelle les banques publiques à mettre en place les procédures et les circuits d'information qui assureront un traitement « optimal » et dans les délais requis des dossiers de crédits. L'instruction du ministre des Finances ne vise pas qu'à accélérer le traitement des dossiers de financement des investissements. Elle demande également aux gestionnaires des banques de s'inscrire dans une logique de performance. « (...) il est nécessaire d'inscrire les structures et les personnels chargés de la clientèle et de l'étude des dossiers de crédit dans une logique de performance et de productivité, afin que la fonction financement puisse connaître les améliorations qualitatives indispensa-

bles, permettant un alignement rapidement de cette fonction sur les meilleures pratiques internationales en la matière », selon l'instruction. D'une manière générale, et en raison de la position dominante des banques publiques sur le marché et des responsabilités qui en découlent, estime le département des Finances, chaque banque publique doit organiser et codifier ses processus de décision, en matière de traitement des dossiers de crédit et en assurer le respect. « Le respect de ces processus et de ce délai constitue un des critères les plus importants déterminant la perception de la clientèle sur la qualité des services et la performance des banques publiques », affirme l'instruction. Aussi, et s'agissant des conditions d'accueil et d'orientation de la clientèle, le ministre estime impératif d'accorder à ces aspects « hautement stratégiques » pour l'image de marque des banques, « toute l'importance dans le processus de la gestion quotidienne des services. Il est désormais exigé de chaque banque d'accorder le plus grand intérêt à l'accueil, en organisant, notamment, des espaces dédiés pour le confort des clients ». Jusque-là, le traitement des dossiers de crédits dans les banques publiques prend plus de temps, ce qui a poussé certains investisseurs à abandonner leurs projets.

Saïd Sadia

CHLEF

Festivités officielles de la Journée internationale de la langue maternelle

Le coup d'envoi des festivités officielles de la Journée internationale de la langue maternelle a été donné samedi à la Maison de la culture de Chlef, par la tenue d'expositions et l'animation de conférences sur la langue amazighe avec toutes ses variantes. La cérémonie d'ouverture des festivités a eu lieu en présence du Secrétaire général du Haut-commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, du wali de Chlef, Lakhdar Sedas, et d'un nombre de chercheurs et enseignants universitaires spécialisés dans la langue Amazighe. Dans son allocution à l'occasion, Si El Hachemi Assad a indiqué que « le rôle du HCA est de mettre en place des mécanismes de promotion de la langue Tamazight et son développement, à travers la généralisation progressive de l'usage de cette langue dans différents domaines, notamment les systèmes de l'éducation nationale et de la communication », a-t-il souligné. « La célébration de cette journée contribue à la valorisation des différentes réalisations littéraires et scientifiques dans cette langue avec toutes ses variantes parlées en Algérie », a ajouté le SG de HCA, soulignant que le Prix du président de la République pour la littérature et langue amazighes « consacre la nouvelle orientation de l'Etat visant la mise sur rail de Tamazight loin de toutes les tensions politiques ». M. Assad a, également, assuré que le choix de la wilaya de Chlef pour abriter ces festivités « n'a pas été fortuite, mais plutôt le résultat de l'implication active de la société, avec toutes ses composantes, dans le développement de la langue Amazighe au niveau local ». Il a affirmé, en outre, que « Tamazight demeurera un facteur de cohésion sociale et un élément principal de renforcement de l'unité nationale entre tous les Algériens, tout en constituant l'un des liens du vivre-ensemble, de la diversité culturelle et du multilinguisme ». Dans le cadre de ces festivités, un salon des différentes publications en langue Amazighe est organisé au niveau du hall de la Maison de la culture, ainsi qu'une exposition retraçant la résistance de la femme en Afrique du Nord, depuis l'antiquité jusqu'au 19ème siècle. Cette activité attiré de nombreux visiteurs de la région et d'amateurs du patrimoine et de la langue Amazighes. La première journée de cette manifestation sera marquée, également, par l'animation de conférences sur la langue maternelle, axées, entre autres, sur les programmes radiophoniques et leur rôle dans la promotion de la langue et la culture amazighes et le rôle de la langue maternelle dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Au programme aussi la lecture de textes choisis en langue Amazighe et ses différentes variantes et l'organisation de différentes activités artistiques, dont de la musique locale et une pièce théâtrale de l'association "Tifaouine" de la région de Beni Haoua. Le programme de cette manifestation se poursuivra, demain dimanche, par une visite du siège de l'association "Tifaouine" à Beni Haoua, l'animation d'une conférence intitulée « la problématique de l'acquis et de l'apprentissage chez enfants parlant la langue Amazighe » et d'un atelier au profit d'enseignants de langue amazighe.

TRAFIC DE PSYCHOTROPES À AÏN DEFLA

Deux individus arrêtés et plus de 1 230 unités saisies (Sûreté de wilaya)

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment à Khémis Miliana deux individus (27 et 37 ans) s'adonnant au trafic illicite des comprimés psychotropes dont ils ont saisi 1.236 unités, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Suite à des informations faisant état d'un individu procédant au stockage d'une importante quantité de psychotropes au niveau de son domicile situé à la cité Ha-laïmi de Khémis Miliana en vue de la revendre, les éléments de la 3ème sûreté urbaine de la même ville ont mis en place un plan mi-

nutieux visant son arrestation, a-t-on indiqué. Après avoir identifié le présumé coupable, les policiers, munis d'un mandat de perquisition, l'ont arrêté alors qu'il s'apprêtait à sortir de son domicile, dont la fouille minutieuse leur a permis de trouver un sac en plastique contenant 1231 comprimés psychotropes (dont une quantité importée) et 3 flacons de solutions hallucinogènes, a-t-on fait savoir. Deux haches, trois téléphones portables ainsi qu'une somme de 44 000 dinars découlant des revenus de son activité répréhensible ont également été retrouvés, a-t-on encore détaillé. Les investigations poussées ont permis

d'identifier puis d'arrêter, quelques temps après, l'associé de cet individu, dont la fouille minutieuse du domicile sis à hauteur de la rue Tahraoui Benmira de Khémis Miliana a permis aux policiers de mettre la main sur cinq comprimés psychotropes, une arme blanche, un téléphone portable ainsi qu'un coupe-papier, a-t-on détaillé. Présentés jeudi devant les instances judiciaires de Khémis Miliana pour les griefs de "détention et transport de psychotropes dans le but de les vendre", les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on indiqué de même source.

MALIKA.L



Aïn Defla

Un mort et trois blessés dans un accident de la route (Protection civile)

Une (1) personne est décédée et trois (3) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu vendredi à Aïn Defla, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. L'accident a eu lieu sur le chemin de wilaya (CW) n° 33 au lieu-dit "Esswayague" relevant de la commune de Aïn Defla lorsqu'un véhicule touristique a dérapé avant de se renverser et de percuter un arbre, causant le décès d'une femme (71 ans) et des blessures plus ou moins graves à trois autres passagers âgés entre 6 et 45 ans, a-t-on précisé de même source. Les victimes ont été transférées à la morgue et au service des urgences de l'Établissement Public Hospitalier (EPH) du chef-lieu de wilaya, a-t-on fait savoir.

M.L



Mostaganem

10 blessés dans un accident de manège à Mostaland (Protection civile)

Dix (10) personnes ont été blessées à différents degrés suite à un accident de manège survenu au niveau du parc d'attraction et de loisirs "Mostaland" à Mostaganem, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Protection civile. "Les unités de la protection civile sont intervenues vendredi vers 19h00 pour l'évacuation de 10 victimes blessées à différents degrés suite à un accident de manège survenu au niveau du

parc d'attraction et de loisirs "Mostaland", a indiqué la protection civile dans un communiqué. Après avoir prodigué les premiers soins aux blessés, les éléments de la protection civile ont évacué les victimes vers les urgences médicales à l'hôpital "Ernesto Che Guevara", précise la même source. Suite à cet incident, le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia, a décidé de dépêcher une commission technique pour lui transférer samedi un rapport sur

l'accident, a souligné un communiqué des services de la wilaya. Selon la même source, M. Boulahia a décidé également la fermeture à titre conservatoire de cette attraction jusqu'à sa révision technique et sécuritaire. Pour leur part, les services de la sûreté de la wilaya de Mostaganem ont ouvert une enquête pour définir les causes de cet incident.

A.M

El Tarf

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans l'émigration clandestine (sûreté de wilaya)

Les services du premier arrondissement d'El Kala de la sûreté de wilaya d'El Tarf sont parvenus à démanteler un réseau spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par voie maritime, a-t-on appris, vendredi, auprès du chargé de la communication de ce corps de sécurité. Exploitant une information faisant état de l'existence d'un réseau national spécialisé dans les tentatives d'émigration clandestine en mer via les plages d'El Tarf et Annaba, et ce, moyennant des sommes d'argent conséquentes, les services de police ont ouvert une enquête

qui a permis d'identifier six présumés coupables, a indiqué le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Six (06) "passeurs" constituant un réseau spécialisé dans ce trafic, ont été appréhendés en flagrant délit à bord d'un hors-bord en compagnie de 15 candidats à l'émigration clandestine, a ajouté la même source, précisant que d'importants équipements utilisés dans le cadre de ce voyage clandestin ainsi que 400 litres de carburant ont été récupérés en sus de devises et autres moyens de communication. Poursuivis pour "planification de traversées clandestines" quatre

(04) d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et deux (02) autres sous contrôle judiciaire, a précisé la même source. Des citations directes de comparution ont été notifiées aux candidats à l'émigration clandestine appréhendés dans le cadre de cette affaire, a indiqué le commissaire principal Labidi en rappelant que plus d'une trentaine de réseaux spécialisés dans l'émigration clandestine à destination de la Sardaigne par la voie maritime a été démantelée durant l'année écoulée, dans la wilaya d'El Tarf.

AMINE.R

Batna

Décès d'un bébé et 7 blessés dans une fuite de gaz suivie d'explosion (protection civile)

Une fuite de gaz suivie d'une explosion à l'intérieur d'une habitation à la cité Tamachtat dans la ville de Batna, a causé le décès d'un bébé de 7 mois et des blessures à sept (07) personnes, a-t-on appris vendredi auprès du chargé de communication des services locaux de la protection civile. Les personnes blessées, dont un jeune dans un état critique, ont été traitées sur les lieux du sinistre puis évacuées vers les structures de santé, a précisé à l'APS, le capitaine Zohir Nekaâ, détaillant que les premiers indices relèvent une fuite sur une bonbonne de gaz butane suivie d'explosion. Le sinistre a causé des dégâts matériels importants dont l'effondrement de six (6) murs intérieurs et extérieurs de la bâtisse, l'effondrement de deux pièces de la même demeure et l'apparition de fissures sur les murs d'une habitation mitoyenne, a-t-on souligné. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes de cet accident.

MALIKA.L

Oum El Bouaghi

Saisie de plus de 6 gr de cocaïne (Sûreté de wilaya)

Les éléments de la sûreté de daïra d'Aïn Fekroune, wilaya d'Oum El Bouaghi ont saisi 6,23 gr de cocaïne et 52 comprimés psychotropes, a indiqué vendredi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. L'enquête dans cette affaire a été ouverte suite à des informations relatives à la commercialisation de drogue et substances hallucinogènes à laquelle s'adonne un groupe d'individus dans un local commercial, a précisé la même source, soulignant que les policiers, menés d'un mandat de perquisition ont fouillé le local signalé. L'opération s'est soldée outre la saisie de 6,23 gr de cocaïne, 52 comprimés psychotropes et une somme d'argent constituant les revenus de la commercialisation de ces produits, par l'arrestation de deux présumés coupables, âgés de 32 et 33 ans, a encore détaillé le document. Après le parachèvement des procédures judiciaires d'usage, les deux individus ont été déférés devant le Parquet de Aïn Fekroune pour "détention et commercialisation de drogue et psychotropes dans le cadre d'une organisation criminelle", a conclu la même source.

AMINE.R

Constantine

Campagne de sensibilisation sur les dangers des appareils de chauffage non-conforme

Une campagne de sensibilisation sur les dangers des appareils de chauffage non-conformes aux normes exigées a été lancée jeudi à Constantine par la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), a indiqué la responsable de la communication de la concession locale de l'électricité et du gaz naturel. S'inscrivant dans le cadre des actions de sensibilisation sur les risques de la mauvaise utilisation du gaz naturel, entamée au mois d'octobre dernier, cette initiative permettra de sillonner les points de vente à travers les 12 communes de la wilaya, notamment les magasins

d'électroménagers " afin de sensibiliser les vendeurs mais aussi les consommateurs quant aux dangers des appareils de chauffage non-conformes aux exigences de sécurité", a précisé Mme Ouahiba Takhrist. Lancée en coordination avec l'Association de protection et orientation du consommateur et son environnement (APOCE), cette campagne vise à "inculquer chez les commerçants et les consommateurs une culture d'exigence des critères de sécurité avant l'acquisition des appareils à gaz combustible domestiques, dont la marque de fabrication contrôlée et jugée conforme par le ministère du

Commerce, l'étanchéité du circuit du gaz au niveau de l'appareil, le certificat de garantie et le mode d'utilisation et d'entretien", a fait savoir Mme Takhrist. La campagne prévoit également l'organisation de journées de sensibilisation sur "la nécessité de l'acquisition d'appareils de chauffage à gaz conformes" dans les différents établissements scolaires de la wilaya, où une séance pédagogique sera dispensée aux élèves et des dépliants leur seront distribués pour transmettre ces consignes à leurs parents, a-t-elle ajouté.

AMEL.J

Bordj Bou Arreridj

Des projets au profit des zones d'ombre de la commune de Hamadia

Plusieurs zones d'ombre relevant de la commune de Hamadia (au Sud de Bordj Bou Arreridj) ont bénéficié jeudi de nouveaux projets à même de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants. Ainsi, à l'occasion de la Journée nationale du chahid, le wali de Mila, Mohamed Benmalek a inauguré une cantine scolaire dans le village de Bouarous, visant à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et leur assurer des repas chauds, en présence des autorités civiles et militaires, de moudjahidine et des enfants de chouhada. Le village d'Oued Lakhdar a également bénéficié de la mise en service de l'éclairage public en LED, en plus de l'inauguration d'un tronçon de la route nationale reliant cette localité à la commune de Belimour sur une distance de cinq (5) km. Quant au village Rebiyate, il a bénéficié de l'éclairage public en LED, du renouvellement du réseau d'assainissement et l'inauguration d'un tronçon routier. Le coup d'envoi a été par ailleurs donné dans ce village à une caravane médicale qui sillonnera les différents quartiers de

la commune pour sensibiliser quant à l'importance de la prévention contre l'épidémie de Covid-19 et le nécessaire dépistage précoce du cancer du sein. La caravane aura également comme mission de procéder à la vaccination contre la grippe saisonnière. La délégation de wilaya a procédé également à la commémoration de cette journée historique en lançant une vaste opération de reboisement dans le cimetière des chouhada de la commune de Hamadia, portant sur la plantation de 3.658 arbustes.

A.Z

Naama

Réinhumation prochaine des ossements de trois martyrs (responsable)

Une opération d'exhumation des ossements de trois chouhada a été effectuée jeudi par la direction des moudjahidine et ayants droit de Nâama en collaboration avec le bureau de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) pour être réinhumés dans les prochains jours, a-t-on appris du responsable de cette direction Khelifa Bahloul. Il s'agit des chouhada Zahzouh Kadour, Boudinar Miloud et Ghellab Mohamed tombés au champ d'honneur dans la région de "Rdjem Ladrâa" (commune d'El Bayodh) dont les ossements seront réinhumés au carré des martyrs de la daïra de Mécheria, a indiqué à la presse M. Bahloul à l'occasion de la célébration

de la journée nationale du chahid. Par ailleurs, la direction des moudjahidine oeuvre à réaliser un ouvrage bibliographique de chouhada de la guerre de libération de la wilaya de Nâama "qui sera prêt dans les brefs délais", a indiqué la même source. Parmi les autres travaux supervisés par la direction, qui sont actuellement à leur phase finale, figurent la préparation d'une série historique audiovisuelle comportant des enregistrements de témoignages et d'interventions de moudjahidine de la wilaya, d'universitaires et de chercheurs sur différents événements historiques qui ont eu lieu dans la région Sud-ouest du pays, a-t-on ajouté. Cette série retrace différentes périodes histo-

riques dont celles de la résistance populaire dirigée par Cheikh Bouamama, la résistance d'Ouled Sidi Cheikh contre le colonialisme français, du mouvement national et du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale avec son lot de batailles et hauts faits de guerre. La célébration de la Journée nationale du chahid a été marquée à Nâama par une cérémonie de recueillement des autorités de wilaya et de la famille révolutionnaire, au carré des martyrs de la commune de Asla, par la lecture de la Fatiha du Livre saint à la mémoire des chouhada, ainsi que le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative.

AMINE.R

BORDJ BOU ARRERIDJ

Des projets au profit des zones d'ombre de la commune de Hamadia

Plusieurs zones d'ombre relevant de la commune de Hamadia (au Sud de Bordj Bou Arreridj) ont bénéficié jeudi de nouveaux projets à même de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants. Ainsi, à l'occasion de la Journée nationale du chahid, le wali de Mila, Mohamed Benmalek a inauguré une cantine scolaire dans le village de Bouarous, visant à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et leur assurer des repas



chauds, en présence des autorités civiles et militaires, de moudjahidine et des enfants de chouhada. Le village d'Oued Lakhdar a également bénéficié de la mise en service de l'éclairage public en LED, en plus de l'inauguration d'un tronçon de la route nationale reliant cette localité à la commune de Belimour sur une distance de cinq (5) km. Quant au village Rebiyate, il a bénéficié de l'éclairage public en LED, du renouvellement du réseau d'assainissement et l'inauguration d'un tronçon routier. Le coup d'envoi a été par ailleurs donné dans ce village à une caravane médicale qui sillonnera les différents quartiers de la commune pour sensibiliser quant à l'importance de la prévention contre l'épidémie de Covid-19 et le nécessaire dépistage précoce du cancer du sein. La caravane aura également comme mission de procéder à la vaccination contre la grippe saisonnière. La délégation de wilaya a procédé également à la commémoration de cette journée historique en lançant une vaste opération de reboisement dans le cimetière des chouhada de la commune de Hamadia, portant sur la plantation de 3.658 arbustes.

J.M

ILLIZI

Trois ouvrages d'art à réceptionner à Djanet au deuxième trimestre de 2021 (Responsable)

Trois ponts seront réceptionnés dans la wilaya déléguée de Djanet (Sud d'Illizi) au deuxième trimestre de l'année en cours, dans le cadre de la protection contre les risques d'inondations, a-t-on appris vendredi de la direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya. Lancés en 2019 et atteignant actuellement un taux d'avancement de 97%, ces ouvrages d'art ont été projetés à l'entrée principale de la ville de Djanet, et au niveau des localités de Adjahil et In-Aberber, et devront être livrés dans les deux prochains mois au plus tard, a précisé à l'APS le DTP, Naamane Soumaa. Ces ouvrages, ayant nécessité un financement de 2,3 milliards DA, ont été conçu selon des normes techniques modernes et de qualité pour faire face aux risques de crues fluviales et d'inondations et permettre des accès fluides à la RN-3, a-t-il ajouté. Réalisés sur 900 mètres de long pour 11 mètres de large chacun, ils assurent la fluidité de circulation des véhicules de différents tonnages et gabarits, notamment durant les périodes d'intempéries qui provoquent souvent des inondations, la fermeture de routes et la paralysie de la circulation, a expliqué M.Soumaa. Une fois mis en exploitation, les ouvrages en question désenclaveront les localités d'Adjahil, Ifri et In-Aberber, tout comme ils réduiront les distances entre le centre ville de Djanet et les quartiers périphériques.

A.D

NOUVEAU PÔLE URBAIN D'ORAN

Lancement prochain en réalisation d'un siège de sureté urbaine et un CEM (responsable)

Un siège de sureté urbaine et un collège d'enseignement moyen (CEM) seront lancés prochainement en travaux au niveau du nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" dans la commune de Misserghine (Oran), a-t-on appris vendredi du directeur des équipements publics de la wilaya. Aïssa Fouad a indiqué à l'APS que parallèlement à la réception de quotas de nouveaux logements au niveau du pôle urbain "Ahmed Zabana" de Misserghine de

20.000 logements, extensibles à 50.000 unités, dans les années à venir, "il est nécessaire de réaliser des dizaines d'équipements publics, lesquels sont en cours d'études au niveau du ministère des Finances", affirmant qu'il sera procédé à la distribution de 17.000 logements de type "location-vente" (AADL) jusqu'à juillet prochain. Il est prévu le lancement en réalisation du siège de la sureté urbaine et un CEM et ce, pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves et en leur évitant le déplacement vers d'autres établissements, sachant que ces deux projets seront entamés au mois de mars prochain, après achèvement des procédures administratives relatives à l'octroi des marchés, a-t-il ajouté, en faisant observer que les délais de réalisation varieront entre 10 et 12 mois au maximum. Il sera procédé, durant la semaine en cours, à la réalisation de trois (3) établissements éducatifs dont deux lycées, d'une

capacité chacune d'environ 1.000 places pédagogiques, une polyclinique dotée de différents services, à l'instar d'une unité pour les urgences, un service de radiologie, et autres à savoir les laboratoires et les services de pédiatrie et de maternité. Pour rappel, le nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" dispose actuellement de 4 groupements scolaires dont 3 sont opérationnels et un autre fin prêt

U.I

GHARDAÏA

La mise à niveau de 201 Km au sud d'El Menea achevée en mai prochain (DTP)

Les travaux de mise à niveau et modernisation du tronçon routier de la route nationale RN-1 sur une distance de 201 Km reliant la ville d'El Menea à la limite territoriale de la wilaya de Tamanrasset seront achevés en mai prochain, a-t-on appris samedi auprès de la direction des Travaux publics (DTP) de Ghardaïa. Les chantiers de ce projet, qui ont été scindés en plusieurs tranches, ont atteint actuellement un taux de réalisation estimé à 90%, et il ne reste qu'une vingtaine de kilomètres à bitumer, a indiqué le DTP, Ali Teggat. Une fois achevée, cette route contribuera fortement à optimiser les conditions de sécurité routière et de transport entre le nord et l'extrême sud du pays, a-t-il ajouté. Le lancement de ce projet structurant, dont le coût global est estimé à plus de 3 milliards dinars, a été dicté par

l'état d'épuisement et de dégradation avancé qu'a connu ce tronçon de la RN-1 reliant le nord et le sud du pays à l'effet des aléas climatiques et du trafic des poids lourds, a expliqué le responsable du secteur. La mise à niveau de cet axe important a permis de le rendre conforme aux normes des routes nationales "sur le plan géométrique" par l'élargissement de la chaussée à 7,6 M avec des accotements de 2 X 2,5 et l'éradication de la multitude de "point noirs" sur cet axe, ayant à maintes fois été le théâtre d'accidents meurtriers, a souligné le responsable. Une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale (balise virage, bornes kilométriques, panneaux de signalisation toutes catégories) ainsi que l'aménagement des intersections importants a été engagée en parallèle et au fur et à mesure de la li-

vraison des tronçons réalisés avec également une signalisation horizontale, a indiqué M. Teggat. Un Tronçon d'une quinzaine de kilomètres de cette route à l'entrée sud de la ville d'El Menea a bénéficié d'un dédoublement et d'une opération d'aménagement ainsi que la réalisation d'un rondpoint rendant l'entrée sud d'El Menea comme un boulevard moderne bien structuré avec un éclairage public. Ce segment de route de 15 Km sous forme d'une voie express dédoublée a été mis en exploitation par les responsables des travaux publics de la wilaya déléguée d'El Menea jeudi dernier. La modernisation et le renforcement de cet axe routier est de nature à améliorer la fluidité du trafic, la sécurité routière, en particulier au niveau de certains points noirs et réduire la durée du trajet sur l'axe routier (RN-1) très fréquenté

entre Ghardaïa et l'extrême sud, tout en contribuant à favoriser l'essor économique et social des wilayas du sud et l'extrême sud avoisinantes. Un autre projet de mise à niveau, de modernisation et de renforcement du tronçon de la RN-51 reliant El Menea et la limite administrative de la wilaya d'Adrar sur une distance de 136 Km est également en cours de réalisation, a également fait savoir le DTP. Les travaux de réhabilitation et de renforcement de ce tronçon ont atteint également un taux "appréciable" de réalisation et une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale et horizontale ainsi que l'aménagement des intersections importantes a été engagée en parallèle et au fur et à mesure la livraison des tronçons réalisés.

M.L

Chlef

Coup d'envoi des festivités officielles de la Journée internationale de la langue maternelle

Le coup d'envoi des festivités officielles de la Journée internationale de la langue maternelle a été donné samedi à la Maison de la culture de Chlef, par la tenue d'expositions et l'animation de conférences sur la langue amazighe avec toutes ses variantes. La cérémonie d'ouverture des festivités a eu lieu en présence du Secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, du wali de Chlef, Lakhdar Sedas, et d'un nombre de chercheurs et enseignants universitaires spécialisés dans la langue Amazighe. Dans son allocution à l'occasion, Si El Hachemi Assad a indiqué que "le rôle du HCA est de mettre en place des mécanismes de promotion de la langue Tamazight et son développement, à travers la généralisation pro-

gressive de l'usage de cette langue dans différents domaines, notamment les systèmes de l'éducation nationale et de la communication", a-t-il souligné. "La célébration de cette journée contribue à la valorisation des différentes réalisations littéraires et scientifiques dans cette langue avec toutes ses variantes parlées en Algérie", a ajouté le SG de HCA, soulignant que le Prix du président de la République pour la littérature et langue amazighe "consacre la nouvelle orientation de l'Etat visant la mise sur rail de Tamazight loin de toutes les tensions politiques". M. Assad a, également, assuré que le choix de la wilaya de Chlef pour abriter ces festivités "n'a pas été fortuite, mais plutôt le résultat de l'implication active de la société, avec toutes ses composantes, dans le

développement de la langue Amazighe au niveau local". Il a affirmé, en outre, que "Tamazight demeurera un facteur de cohésion sociale et un élément principal de renforcement de l'unité nationale entre tous les Algériens, tout en constituant l'un des liens du vivre-ensemble, de la diversité culturelle et du multilinguisme". Dans le cadre de ces festivités, un salon des différentes publications en langue Amazighe est organisé au niveau du hall de la Maison de la culture, ainsi qu'une exposition retraçant la résistance de la femme en Afrique du Nord, depuis l'antiquité jusqu'au 19ème siècle. Cette activité attiré de nombreux visiteurs de la région et d'amateurs du patrimoine et de la langue Amazighe.

M.L

El-Bayadh : Une caravane médicale au profit des zones enclavées de Bousemghoune

L'établissement public hospitalier "Mohamed Boudiaf" d'El-Bayadh a organisé, samedi, une caravane médicale de solidarité au profit des habitants des zones enclavées de la commune de Bousemghoune, a-t-on appris du directeur de cette structure sanitaire. M. Sekine Nasreddine a indiqué, à l'APS, que cette caravane médicale, organisée en application du programme tracé par la direction de la santé et de la

population de la wilaya, comprend 18 médecins spécialistes, en plus d'infirmiers et de sages femmes. Cette initiative vise à offrir aux habitants des prestations médicales dans différentes spécialités, notamment en gynécologie obstétrique, pédiatrie, oncologie, maladies du foie, dermatologie, hémopathie et autres, en plus d'examen spéciaux concernant le dépistage du cancer du col de l'utérus. Le même responsable a

ajouté que cette caravane, dont le lancement a été effectué à partir de la commune de Bousemghoune, sillonnera les différentes zones enclavées de la wilaya, à l'instar de El Bnou, Brizina et autres zones ciblées, selon le programme de wilaya, dans le cadre du rapprochement des prestations médicales des citoyens et réduire les difficultés de déplacement vers les établissements de santé.

M.M

Médéa

Mise en exploitation de nouvelles structures sanitaires (responsable)

De nouvelles structures sanitaires de proximité ont été mises en exploitation dans de nombreuses localités de la wilaya de Médéa en vue d'élargir la couverture sanitaire aux zones enclavées et assurer la prise en charge médicale de leurs habitants, a-t-on appris samedi du directeur local de la Santé et de la Population (DSP). Dans le but de garantir un service médical de proximité à même de répondre aux attentes et besoins des habitants des zones isolées, six salles de soins de proximité ont été ouvertes dans des régions step-

piques et l'est de la wilaya de Médéa, a souligné le DSP, Mohamed Cheggouri. Il fait état, à ce propos, de l'ouverture et l'entrée en exploitation de deux salles de soins de proximité à Merazik et Naim dans la localité de Chahbounia (117 km au sud de Médéa), de deux structures similaires à Ouled Mbarek et El-Maleh, commune de Bougezoul (88 km du chef-lieu de wilaya), une salles de soins à Ouled Abdelmoula, commune de Bouaiche (extrême sud de la wilaya) et à Sidi-Lakroute dans la localité de Beni-Slimane (est de Médéa). Un personnel médical ré-

duit assure diverses prestations médicales (consultations et soins d'urgence), évitant ainsi aux habitants de ces régions de longs déplacements vers les grandes structures sanitaires, a-t-il expliqué. Le responsable a annoncé, en outre, l'ouverture d'une polyclinique dans lacommune de Benchicao (19 km à l'est de Médéa), dotée d'un personnel médical et d'équipements médicaux à même d'assurer une bonne prise en charge médicale des habitants de la commune et les résidents des villages limitrophes.

M.L

Ouargla

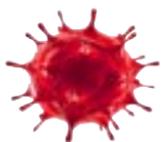
Vers la réouverture de laboratoires de contrôle de qualité au niveau de trois postes frontaliers

Des laboratoires de contrôle de qualité seront "bientôt" rouverts au niveau de trois postes frontaliers dans le sud du pays, a-t-on appris auprès de la direction du Commerce de la wilaya d'Ouargla. Les laboratoires auront pour mission principale d'assurer le contrôle de qualité de la marchandise au niveau des postes frontaliers de Taleb-Larbi (El-Oued), Debdab (Illizi) et Ain-Guezam (Tamanrasset), a précisé le directeur local du secteur, Ayachi Amrouni, lors d'une rencontre nationale organisée en visioconférence sur le système réglementaire de contrôle de la qualité et la protection du consommateur. Le contrôle de la conformité aux frontières avant le dédouanement concerne, entre autres, les produits alimentaires, les produits cosmétiques et les produits industriels, a-t-il expliqué. La réouverture de ces laboratoires de contrôle aux frontières vise à garantir une meilleure protection de la santé et de la sécurité des consommateurs notamment, a souligné le responsable.

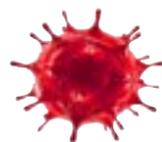
M'sila

275 zones d'ombre approvisionnées en gaz propane en 2021 (wilaya)

Un total de 275 zones d'ombre seront "approvisionnées en gaz propane en citernes" dans plusieurs communes de M'sila, ont annoncé samedi les services de la wilaya. La nouvelle technique d'approvisionnement en gaz propane à travers l'installation d'une ou plusieurs citernes en fonction du nombre de foyers d'une zone d'ombre ciblée, sera réalisée à moindre coût en comparaison au raccordement au réseau de gaz naturel, a expliqué la même source. L'entreprise publique Naftal se chargera de l'installation des citernes, des équipements et l'alimentation en gaz propane, a-t-on précisé. Le mode de paiement sera prochainement arrêté en concertation avec les bénéficiaires de l'opération, a-t-on noté de même source, qui a indiqué que l'approvisionnement en gaz propane permettra aux abonnés l'utilisation des appareils de chauffages, chauffe-bains et autres. La wilaya de M'sila, rappelle-t-on, a consacré pour l'exercice 2020-2021 une enveloppe financière de plus de 600 millions de dinars pour la généralisation de l'approvisionnement en gaz propane en citernes, dont 19 ont déjà été installées et équipées dans des localités relevant de la commune de Ain El Hadjel.



COVID-19



Au moins 2.453.070 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.453.070 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi. Plus de 110.700.000 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 67.895.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et excluent les révisions réalisées a posteriori par des organismes statistiques, comme en Russie, en Espagne et au Royaume-Uni. Sur la journée de vendredi, 10.963 nouveaux décès et 413.697 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.471 nouveaux morts, le Brésil (1.308) et le Mexique (857). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 495.804 décès pour 28.006.095 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 244.765 morts et 10.081.676 cas, le Mexique avec 178.965 morts (2.030.491 cas), l'Inde avec 156.212 morts (10.977.387 cas), et le Royaume-Uni avec 119.920 morts (4.095.269 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 189 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Slovaquie (181), la République tchèque (178), le Royaume-Uni (177) et l'Italie (158). L'Eu-



rope totalisait samedi à 11H00 GMT 825.560 décès pour 36.320.809 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 655.235 décès (20.592.107 cas), les Etats-Unis et le Canada 517.364 décès (28.845.704 cas), l'Asie 251.204 décès (15.853.436 cas), le Moyen-Orient 102.042 décès (5.234.958 cas), l'Afrique 100.718 décès (3.821.029

cas), et l'Océanie 947 décès (31.965 cas). Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées. Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contamina-

tions, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée. Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

M.L

Covid-19

L'UE s'engage à verser 100 millions d'euros à la campagne vaccinale en Afrique

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a promis 100 millions d'euros d'aide humanitaire pour soutenir la campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus en Afrique, selon un communiqué de l'Union européenne (UE). Ce financement soutiendra les pays qui ont un besoin humanitaire critique et des systèmes de santé fragiles, a indiqué vendredi la même source, qui a précisé qu'il servira notamment à soutenir les chaînes de froid, les programmes d'enregistrement et la formation des personnels médicaux. Cette annonce est intervenue juste après un autre engagement de l'UE de doubler à un milliard d'euros sa contribution à COVAX, une initiative internationale pour garantir un accès juste et équitable à des vaccins sûrs et efficaces contre le nouveau coronavirus dans des pays à revenu faible et moyen, notamment en Afrique. "Nous avons toujours clairement affirmé que la pandémie ne cesserait que lorsque la population du monde entier serait protégée. L'UE est prête à soutenir les stratégies de vaccination de ses partenaires africains en fournissant des experts et du matériel médical à la demande de l'Union africaine", a promis Mme von der Leyen. Elle a, également, indiqué que l'Europe étudiait aussi la possibilité de soutenir le renforcement des capacités de production locale de vaccins dans le cadre d'accords de licence en Afrique, "moyen le plus rapide d'accélérer la production partout, pour le bien de ceux qui en ont le plus besoin". La commissaire européenne aux Partenariats internationaux, Jutta Urpilainen, a précisé de son côté que l'UE avait déjà mobilisé plus de huit milliards d'euros pour faire face à la pandémie en Afrique. Selon les informations publiées vendredi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 251 candidats vaccins sont encore en développement dans le monde, dont 70 en cours d'essais cliniques, dans des pays comme l'Allemagne, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Vaccin

Plus de 200 millions de doses administrées dans le monde

Plus de 200 millions de doses de vaccins anti-Covid ont été administrées dans au moins 107 pays ou territoires, dont 45% dans les pays riches du G7, selon un bilan fourni par des médias samedi. Au moins 201.042.149 doses avaient été administrées dans le monde, selon un comptage réalisé à partir de sources officielles. Ce chiffre est toutefois sous-estimé, car deux grands pays, la Chine et la Russie, n'ont pas communiqué de nouvelles données depuis une dizaine de jours. Quelque 45% des injections ont été réalisées dans les pays du G7, qui n'hébergent pourtant que 10% de la population mondiale. Ses sept membres (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Japon) ont pris vendredi des engagements en faveur d'une meilleure répartition des doses avec les pays pauvres. Ils ont annoncé plus que doubler leur soutien collectif à la vaccination anti-Covid, à 7,5 milliards de dollars, notamment via le programme onusien Covax, piloté par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). A ce jour, plus de neuf doses sur dix (92%) ont été administrées dans des pays à revenu "élevé" ou "intermédiaire de la tranche supérieure" (au sens de la



Banque mondiale, qui ne concentrent qu'une grosse moitié de la population mondiale (53%). Parmi les 29 pays à "faible" revenu, seuls la Guinée et le Rwanda ont commencé à vacciner. Parmi les pays qui ont passé la barre des 10% de population ayant reçu au moins une dose figurent notamment le Royaume-Uni (25%), Bahreïn (16%), les Etats-Unis (13%), le Chili (12%), les Seychelles (43%) et les Maldives (12%). Au regard du nombre de doses administrées

aux Emirats arabes unis, entre 25% et 50% de sa population a reçu au moins une injection, mais le pays ne communique pas de chiffre plus précis sur le nombre de personnes concernées. En valeur absolue, ce sont les Etats-Unis qui font la course en tête, avec 59,6 millions de doses administrées, devant la Chine (40,5 millions au 9 février), le Royaume-Uni (17,5 millions), l'Inde (10,7 millions). M.L

Les voyages forment-ils à l'entrepreneuriat ?



Il est nombreux les entrepreneurs qui au cours d'un voyage à l'étranger ont trouvé l'inspiration. Souvent parce qu'ils ne pouvaient pas obtenir ce dont ils avaient besoin mais aussi parce que certains produits ou services n'existaient pas dans l'hexagone et se révélaient fort judicieux pour se déplacer par exemple. Si l'on regarde ne serait-ce que les concepts culinaires, ils sont pléthores dans notre pays. Vous pouvez dîner au Brésil tout en restant dans votre quartier ! Mais pas que. Il y a le goût d'ailleurs, l'idée que ce qui fait ailleurs est mieux que chez nous ! On revient d'un voyage avec des images plein la tête et des idées qui peuvent devenir les licornes de demain. Vous avez l'intention de voyager, de découvrir d'autres cultures, de connaître les usages et les coutumes d'un autre pays, et pourquoi pas d'entrer en contact avec le monde des affaires au sein de ce pays ? Mais vous vous posez la question de savoir si la découverte d'un autre pays, si un voyage en-dehors de vos frontières, peut vous être utile dans le cadre de votre volonté d'entrepreneuriat ? Voici quelques éléments de réponse.

Les voyages forment la jeunesse... et les entrepreneurs !

Parce qu'un entrepreneur, un chef d'entreprise, un dirigeant, est avant tout celui qui a l'âme de l'explorateur-aventurier, prêt à risquer gros pour découvrir de nouvelles choses et mener sa barque à bon port, le voyage est forcément un atout pour celui qui veut lancer son projet d'entreprise, à condition qu'il soit mené avec le goût de la découverte et de la curiosité. Mener une entreprise n'est rien d'autre que la faire voyager dans le monde des affaires et l'amener sur les terres vierges de la réussite. Force

est de constater que les voyages forment les personnes motivées à l'entrepreneuriat, leur inculquent le goût de l'aventure, de la curiosité et de la découverte. Les exemples qui montrent à quel point le voyage reste une opportunité majeure pour toutes les personnes désireuses de se lancer dans l'entrepreneuriat sont légions : Steve Jobs a pris l'initiative de réaliser un voyage de sept mois en Inde, au cours duquel il a trouvé l'illumination qui fit de lui un des plus grands entrepreneurs de la planète. Dans un autre domaine, Claire Cano, cofondatrice de LuckyLoc.com, a eu l'idée de son entreprise après un voyage enthousiasmant en Nouvelle-Zélande. Une aventure sans laquelle, selon ses mots, elle n'aurait jamais eu la volonté de créer son entreprise. Cette ancienne étudiante d'HEC a découvert là-bas le concept du « drive away » et a décidé d'importer l'idée.

Un seul mot d'ordre : osez !

Un voyage est donc certainement quelque chose de formateur pour tout chef d'entreprise en devenir, qu'il ait lieu à l'autre bout du monde ou dans un pays limitrophe. L'essentiel est de pouvoir exprimer toute l'étendue de sa curiosité et de sa motivation à découvrir de nouvelles choses, et pourquoi pas trouver le projet que vous ramèneriez au chaud dans vos valises pour mieux l'exploiter dans votre pays d'origine.

Alors vous, chefs d'entreprise en devenir ou dirigeant désireux de se lancer dans une nouvelle aventure, n'hésitez pas et prenez vos valises pour faire un petit tour de monde et voir ce qui se passe de l'autre côté du globe. Parce que les voyages forment la jeunesse mais aussi les entrepreneurs !

Grèce**Incendie dans un camp de migrants à Lesbos, pas de victime**

Un incendie apparemment accidentel a détruit une tente sans faire de victime dans le camp migrants de Karatepe sur l'île grecque de Lesbos, où les conditions d'hébergement sont dénoncées par les ONG, selon des sources concordantes. "Le feu à l'origine d'un court-circuit a probablement été provoqué par un radiateur", a indiqué un responsable du bureau de presse des pompiers. La tente a été détruite ainsi que les affaires de la famille hébergée qui a été transférée dans une autre tente,

selon une source du ministère des Migrations. Selon un employé du camp, une seconde tente avoisinante a également été détruite par les flammes, sans faire de victime. La vague de froid qui a frappé la Grèce depuis le début de la semaine a mis à l'épreuve les 6.000 migrants du camp de Karatepe à Lesbos en mer Egée ainsi que les dizaines de milliers de demandeurs d'asile hébergés dans des camps à travers le pays. Le camp temporaire de Karatepe a été mis en place à la hâte en septembre sur un terrain inondable

et en plein vent après deux grands incendies qui avaient ravagé le camp de Moria sur l'île, le plus surpeuplé et sordide alors en Europe. Des ONG de défense des droits de l'homme ont tiré la sonnette d'alarme ces derniers jours sur la détérioration des conditions avec le froid dans le camp de Karatepe et demandé en urgence l'ouverture des églises et d'autres bâtiments chauffés pour accueillir en priorité les enfants.

M.L.

HONGRIE/CORONAVIRUS**2.995 nouveaux cas d'infection en 24 heures**

La Hongrie a enregistré samedi 2.995 nouveaux cas d'infection au nouveau coronavirus en 24 heures, portant à 400.111 le nombre total des contaminations dans le pays, selon les données officielles. Au cours des dernières 24 heures, 107 personnes sont mortes du COVID-19, portant à 14.252 le nombre des décès dans le pays, tandis que 304.680 personnes se sont rétablies. Actuellement, 4.147 patients sont traités dans les hôpitaux, dont 351 sous respirateurs, selon les chiffres du site internet gouvernemental d'information sur le coronavirus. Samedi, 427.309 personnes

avaient reçu au moins la première injection d'un vaccin, tandis que 172.739 avaient reçu deux injections, selon ce site. Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a exhorté ses compatriotes à se faire vacciner contre le nouveau coronavirus, avertissant que le pays était à l'aube d'une troisième vague de l'épidémie. "Si davantage de personnes demandent à être vaccinées, nous sauvons des vies. Si la courbe virale augmente, nous perdons des vies", a-t-il déclaré vendredi sur la radio publique locale MR1. Le gouvernement hongrois a lancé jeudi une consultation nationale en ligne

sur l'assouplissement potentiel des mesures restrictives dues à l'épidémie de COVID-19 tandis que les responsables de la santé ont mis en garde contre l'augmentation du nombre d'infections et d'hospitalisations dans le pays. La Hongrie a approuvé l'utilisation du vaccin russe Spoutnik V, du vaccin britannique AstraZeneca et du vaccin chinois Sinopharm, en plus des vaccins Pfizer / BioNTech et Moderna acquis via l'Union européenne. Le premier envoi du vaccin Sinopharm contre le COVID-19 acheté par la Hongrie est arrivé mardi à Budapest.

LETTONIE**Les commerces désespérés par la pandémie hissent des drapeaux blancs**

Désespérés par les mesures jugées très restrictives de lutte contre la pandémie de Covid-19, les grands centres commerciaux en Lettonie ont hissé vendredi des drapeaux blancs. Dans le cadre des restrictions en vigueur, seule la vente d'articles alimentaires et d'hygiène est autorisée, alors que la plupart des magasins spécialisés, notamment vestimentaires, doivent rester fermés. "Avec les restrictions actuelles (...) ils n'ont aucun

revenu et ils n'arrivent pas à payer le loyer dans les centres commerciaux, tout en étant exclus de la plupart des formes de soutien gouvernemental", a déclaré dans un communiqué Martins Vanags, responsable d'une association de promoteurs immobiliers. "Je soutiens l'action du drapeau blanc, déclare Andrejs Krievs qui cherche en vain à acheter des vêtements d'hiver à sa fille de 5 ans, ils devraient avoir un moyen de gagner leur vie". Pour éviter que les gens ne

s'entassent dans les supermarchés, les restrictions actuelles exigent un espace de 25 mètres carrés pour chaque client, ce qui conduit à de longues files d'attente à l'extérieur, par des températures descendant à moins 20 degrés en février. Plus tôt ce mois-ci, l'Association des éditeurs de livres a menacé de poursuivre le gouvernement devant la Cour constitutionnelle, ce qui a conduit à la réouverture des librairies.

T.R.

Tunisie**725 nouvelles contaminations au Covid-19 en 24 heures (officiel)**

Au total, 35 décès supplémentaires et 725 nouvelles contaminations liés au nouveau coronavirus ont été enregistrés en Tunisie au cours des dernières 24 heures, a annoncé vendredi soir, le ministère de la santé dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique dans le pays. Selon la même source, citée par l'agence de presse, TAP, le nombre de décès totalisés depuis l'apparition du virus en Tunisie et jusqu'au 18 février courant s'est élevé à 7.719 morts alors que le nombre de contaminations recensées au cours de la même période a atteint 226.740 cas dont 187.753 guérisons après le rétablissement de 1.580 personnes au cours des dernières 24 heures. Selon le dernier bilan du ministère de la santé, 1.264 personnes sont hospitalisées dans des établissements de santé des secteurs public et privé. En outre, 287 personnes se trouvent en soins intensifs et 111 sont placés sous respiration artificielle, a ajouté la même source.

R.T.

Brésil/Covid-19**51.050 infections et 1.308 décès en 24 heures**

Le ministère brésilien de la Santé a annoncé vendredi soir avoir enregistré 51.050 nouveaux cas d'infection et 1.308 décès supplémentaires liés au nouveau coronavirus (Covid-19) ces dernières 24 heures, ce qui en porte les bilans respectivement à 10.081.676 et à 244.756. Le Brésil, le deuxième pays ayant le plus lourd bilan de décès dus au Covid-19 derrière les Etats-Unis, a connu au cours du dernier mois une moyenne quotidienne de plus de 1.000 décès. L'Etat de Sao Paulo (sud-est), épice de l'épidémie au Brésil, a enregistré 1.960.564 cas et 57.499 décès depuis le début de l'épidémie dans la région. Face à la recrudescence des cas, les autorités locales ont renforcé les mesures sanitaires dans ses villes intérieures. Ainsi, Araraquara est en confinement total en raison de la hausse des hospitalisations et de la détection de douze cas communautaires liés à un variant apparu en Amazonie et jugé plus transmissible. Dans l'Etat de Bahia (nord-ouest), un couvre-feu nocturne de deux semaines a été imposé vendredi pour freiner la propagation du virus. L'Etat a signalé à ce jour 647.384 infections et 11.060 décès.

E.R.

Niger**Fermeture des frontières du samedi au dimanche en raison du 2e tour de la présidentielle**

Les frontières nationales (terrestres, aériennes et fluviales) du Niger seront fermées du samedi 20 février au dimanche 21 février à minuit, à l'occasion du second tour de l'élection présidentielle prévu dimanche prochain dans ce pays, selon un communiqué du ministère nigérien de l'Intérieur et de la Sécurité, rendu public à Niamey. Toutefois, il est fait exception pour "les vols cargo, les vols sanitaires, les vols militaires et les transports des marchandises par voie terrestres", précise le communiqué. Pour rappel, quelques 7,4 millions de Nigériens sont appelés aux urnes dimanche pour le second tour de la présidentielle, en vue de choisir entre le candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA, au pouvoir) Bazoum Mohamed, et Mahamane Ousmane du Renouveau démocratique et républicain (RDR Tchanji, opposition), le successeur du président sortant Mahamadou Issoufou en fin de mandat. Lancée le 31 janvier dernier, la campagne électorale s'est achevée vendredi à minuit, l'avant-veille du scrutin, conformément au code électoral nigérien.

T.Y.

Allemagne

Wolfsburg gagne et se rapproche de la deuxième place

Wolfsburg s'est provisoirement installé seul vendredi à la troisième place de la Bundesliga avec une victoire 3-0 chez le promu Bielefeld, notamment grâce à un doublé de Renato Steffen, en match avancé de la 22e journée. Le Suisse de 29 ans a ouvert le score pour les Loups de Wolfsburg à la 29e minute, reprenant parfaitement un centre venu de la droite. Il a doublé sa mise juste au retour des vestiaires, en mettant au fond un ballon relâché par le gardien de Bielefeld (2-0, 47e). Maximilian Arnold, le métronome du milieu de terrain de Wolfsburg, a ensuite marqué un but superbe d'un tir puissant d'une vingtaine de mètres parfaitement placé en hauteur (3-0, 54e). Wolfsburg, seule équipe avec le Bayern et Francfort à n'avoir subi que deux défaites cette saison, est invaincu depuis huit rencontres (cinq victoires, trois nuls) et lutte au coude à coude avec l'Eintracht Francfort pour la troisième place. Grâce à cette victoire, l'équipe de Volkswagen est troisième à sept points du Bayern et à deux points de Leipzig, qui jouent samedi et dimanche. Le quatrième Francfort peut revenir à égalité avec Wolfsburg, mais va devoir pour cela battre le Bayern à domicile, dans le match phare de cette journée, samedi à 15h30. Bielefeld reste 16e et potentiel barragiste.



Y.U

FAA

Interdite de vote lors de l'AG électorale, la ligue d'Oran d'athlétisme se défend

Le président de la ligue d'athlétisme d'Oran, Brahim Amour a estimé samedi que son instance n'est pas responsable de l'absence d'aucun représentant lors de l'assemblée générale (AG) ordinaire de la Fédération algérienne de la discipline, ce qui lui a valu d'être interdite de vote lors de l'AG électorale qui sera refaite mardi. "Le motif évoqué pour nous priver de notre droit de voter lors de l'AG électorale a trait à notre absence lors de l'AG ordinaire de la FAA, alors qu'à l'époque, notre ligue n'avait pas encore élu son président", a souligné ce responsable dans une déclaration à l'APS. "La

programmation de l'AG électorale de notre ligue n'est pas du ressort de cette dernière. C'est la direction locale de la jeunesse et des sports qui s'en charge et cette dernière a programmé notre AG le 25 janvier, soit le lendemain de l'AG ordinaire de la FAA", a-t-il poursuivi. Brahim Amour, qui a été élu pour un nouveau mandat à la tête de la ligue d'Oran d'athlétisme, a fait savoir, en outre, avoir transmis un recours aux services concernés au niveau du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), "dans l'espoir de nous rétablir dans nos droits". Il a rappelé, au passage, qu'il avait participé "le plus normalement du

monde à l'AG électorale de la FAA en début de ce mois", et dont les résultats ont été annulés par la commission du suivi du processus du renouvellement des instances sportives relevant du MJS. Pour rappel, le candidat perdant lors de l'AG électorale de la FAA, Yacine Louil a formulé un recours auprès de la commission nationale de suivi du processus de renouvellement des instances sportives, qui a décidé en milieu de semaine d'invalider les résultats des premières élections remportées par Farid Boukaïs. L'AG électorale a été reprogrammée pour mardi prochain.

K.L

La Coupe du monde de snowboard slopestyle reportée en raison du Covid-19

La dernière étape de la Coupe du monde de snowboard slopestyle n'aura pas lieu comme prévue les 27 et 28 mars à Spindleruv Mlyn (République tchèque) en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé samedi

la Fédération internationale de ski (FIS). "Nous nous efforçons de trouver un site de remplacement", précise la FIS, qui annoncera sa décision "la semaine prochaine". C'est la deuxième année de suite que le coronavirus force la station

tchèque à renoncer à cette épreuve de snowboard. Les reports et annulations se sont multipliés cette saison dans les sports d'hiver à cause de la situation sanitaire.

M.L

ILLIZI

Trois ouvrages d'art à réceptionner à Djanet au deuxième trimestre de 2021 (Responsable)

Trois ponts seront réceptionnés dans la wilaya déléguée de Djanet (Sud d'Illizi) au deuxième trimestre de l'année en cours, dans le cadre de la protection contre les risques d'inondations, a-t-on appris vendredi de la direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya. Lancés en 2019 et atteignant actuellement un taux d'avancement de 97%, ces ouvrages d'art ont été projetés à l'entrée principale de la ville de Djanet, et au niveau des locali-

tés de Adjahil et In-Aberber, et devront être livrés dans les deux prochains mois au plus tard, a précisé à l'APS le DTP, Naamane Soumaa. Ces ouvrages, ayant nécessité un financement de 2,3 milliards DA, ont été conçus selon des normes techniques modernes et de qualité pour faire face aux risques de crues fluviales et d'inondations et permettre des accès fluides à la RN-3, a-t-il ajouté. Réalisés sur 900 mètres de long pour 11 mètres de large chacun, ils assu-

rent la fluidité de circulation des véhicules de différents tonnages et gabarits, notamment durant les périodes d'intempéries qui provoquent souvent des inondations, la fermeture de routes et la paralysie de la circulation, a expliqué M.Soumaa. Une fois mis en exploitation, les ouvrages en question désenclaveront les localités d'Adjahil, Ifri et In-Aberber, tout comme ils réduiront les distances entre le centre ville de Djanet et les quartiers périphériques.

Football/Ligue Europa

Programme des 16e de finale retour



Programme des 16e de finale retour de la Ligue Europa qui sera disputée les mercredi 24 et jeudi 25 février (en heures GMT):

Mercredi 24 février

(17h00) Tottenham (ENG) - Wolfsburg (AUT)

Jeudi 25 février

(17h55) Arsenal (ENG) - Benfica (POR)

Glasgow Rangers (SCO) - Anvers (BEL)

Villarreal (ESP) - RB Salzbourg (AUT)

Hoffenheim (GER) - Molde (NOR)

Naples (ITA) - Grenade (ESP)

Ajax Amsterdam (NED) - Lille (FRA)

(20h00) Club Bruges (BEL) - Dynamo Kiev (UKR)

Manchester United (ENG) - Real Sociedad (ESP)

AC Milan (ITA) - Etoile rouge de Belgrade (SRB)

Leicester (ENG) - Slavia Prague (CZE)

AS Rome (ITA) - Sporting Braga (POR)

Dinamo Zagreb (CRO) - Krasnodar (RUS)

Bayer Leverkusen (GER) - Young Boys (SUI)

PSV Eindhoven (NED) - Olympiakos (GRE).

Championnat des Pays-Bas 23e journée : les résultats

Résultats de la 23e journée du Championnat des Pays-Bas de football.

Vendredi 19 février

Willem II - FC Utrecht 0 - 6

Samedi 20 février (en heures GMT)

(17h45) Emmen - FC Zwolle

(19h00) VVV Venlo - AZ Alkmaar

(20h00) Fortuna Sittard - ADO La Haye

Dimanche 21 février (en heures GMT)

(11h15) FC Twente - Feyenoord

(13h30) RKC Waalwijk - Heracles

SC Heerenveen - FC Groningue

(15h45) PSV Eindhoven - Vitesse Arnhem

(19h00) Ajax Amsterdam - Sparta Rotterdam

Classement: Pts J G N P bp bc dif

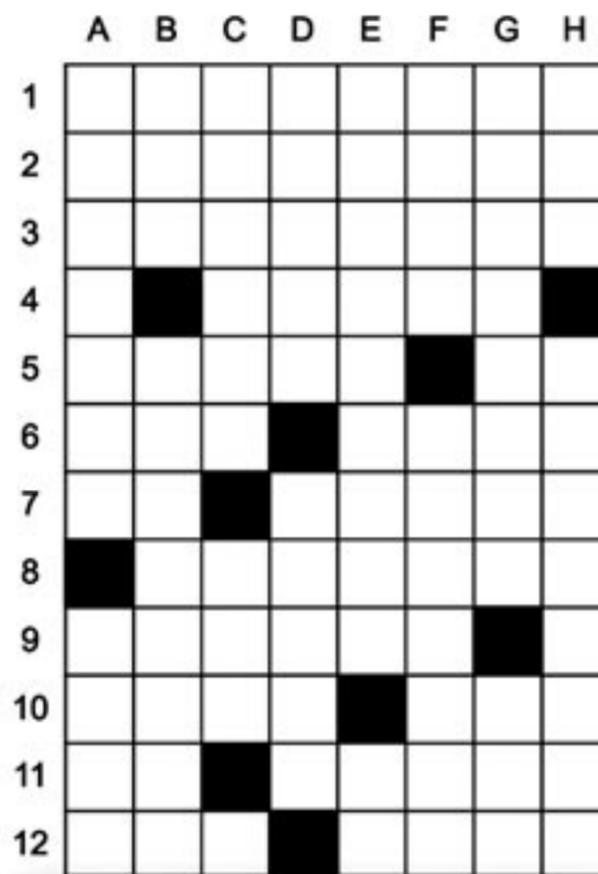
1. Ajax Amsterdam 53 21 17 2 2 68 15 53
2. PSV Eindhoven 47 22 14 5 3 51 24 27
3. AZ Alkmaar 43 22 12 7 3 48 32 16
4. Vitesse Arnhem 42 22 13 3 6 34 21 13
5. Feyenoord 41 21 12 5 4 42 20 22
6. FC Groningue 37 21 11 4 6 29 23 6
7. FC Utrecht 34 22 8 10 4 36 28 8
8. FC Twente 33 22 9 6 7 35 28 7
9. SC Heerenveen 29 22 7 8 7 30 30 0
10. Fortuna Sittard 28 22 8 4 10 33 41 -8
11. Heracles 28 22 8 4 10 24 32 -8
12. Sparta Rotterdam 23 21 6 5 10 30 34 -4
13. FC Zwolle 23 22 4 11 7 26 34 -8
14. VVV Venlo 22 21 6 4 11 35 52 -17
15. RKC Waalwijk 19 22 4 7 11 19 35 -16
16. ADO La Haye 13 21 2 7 12 19 47 -28
17. Willem II 13 22 3 4 15 24 53 -29
18. Emmen 6 22 0 6 16 17 51 -34

P.O

Mots codés



Mots croisés



Mots mélangés

- ACTRICE ANTIMOINE
- APTE ARTERE
- ARTISANAT AVANT
- BAGUE BIENVENU
- CALCAIRE CENTUPLE
- CRIEUR DEFI
- DENUDER DIGITALE
- FANGE FLONFLONS
- GLAND LABOURAGE
- LANTERNE LASCIF
- LATRINES LEGUMIER
- LIEUSE MONTREUR
- NANA NEPE NITRATE
- NOCTURNE
- ODORAT PALET
- SAISIE
- SIGNALER



HORIZONTALEMENT :

1. Susceptible de se transformer. 2. Pigment qui fait bronzer. 3. Peupler de petits poissons. 4. Ville de Seine-et-Marne. 5. Orné d'un diadème. Déterminant possessif. 6. Vus dans le livre. Entendu pendant un festin. 7. Ça ajoute quelque chose. Couche profonde de la peau. 8. Propre à un quadrupède à longues oreilles. 9. Statues à genoux. 10. Époustoufla. Massif du Gothard. 11. Supposons... Tradition prophétique.

VERTICALEMENT :

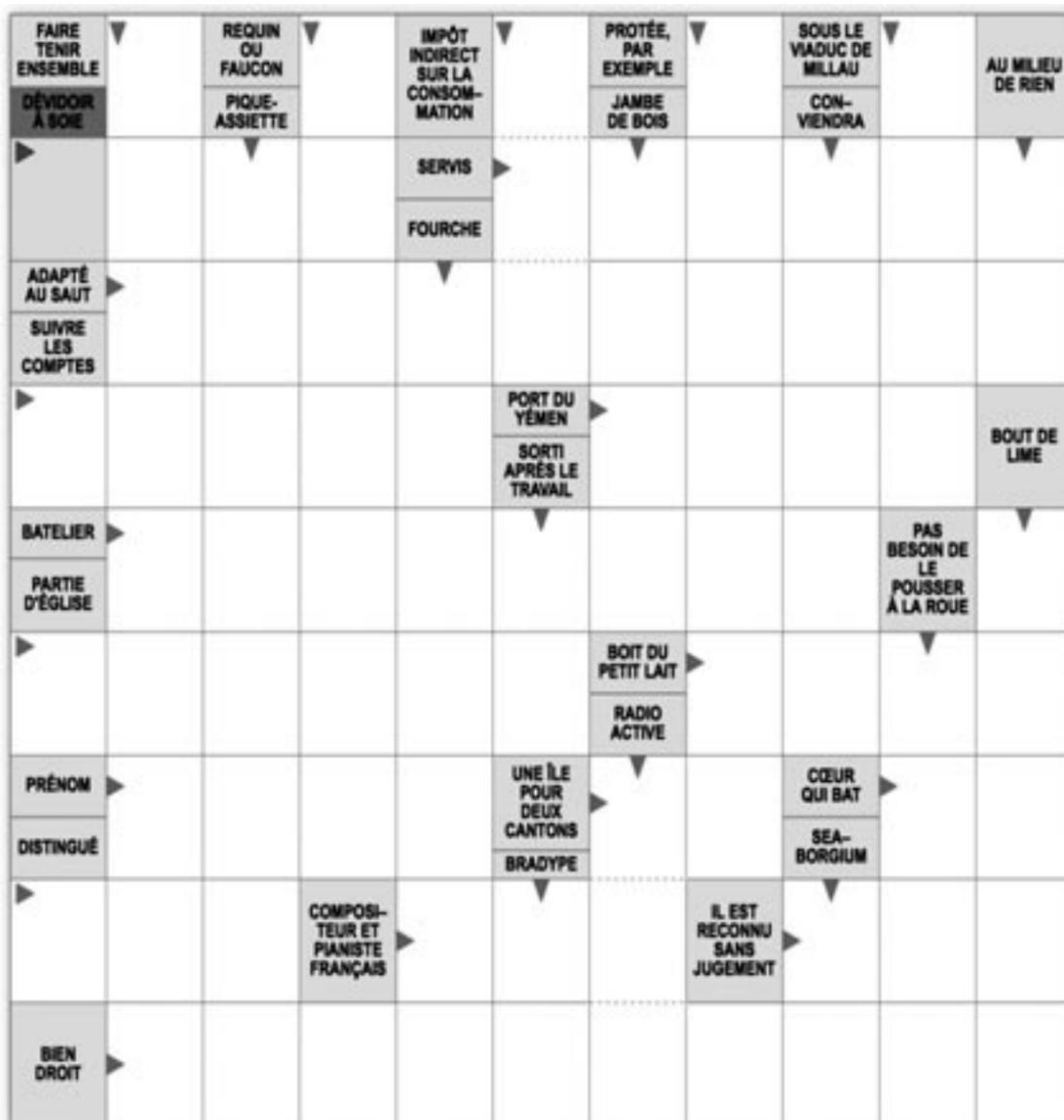
A. Comme un vieux vernis. Montagne de Thessalie. B. Rimbaud y a vu un dormeur. Autosuffisance. C. Invitation à la prière. On peut l'appeler capucin. D. S'enrouler sur soi-même (se). Passas à table. E. De façon à rendre service. Raccourci pour une Europe. F. Maintenu contre soi. Diaprant. G. Auquel on n'a encore rien pris. Ignorant. H. Il s'est croisé lors des duels. Conduiras.

Sudoku



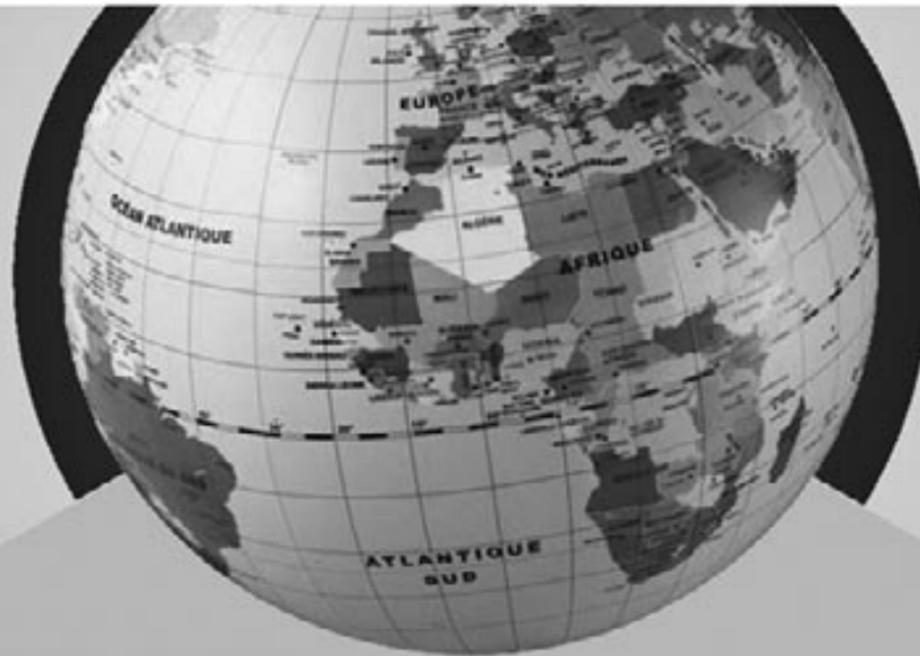
Solution sudoku

Mots fléchés



de l'administration Le Monde

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com



Tous les jours dans les kiosques

CETTE ESPACE EST RESERVÉ POUR VOUS

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



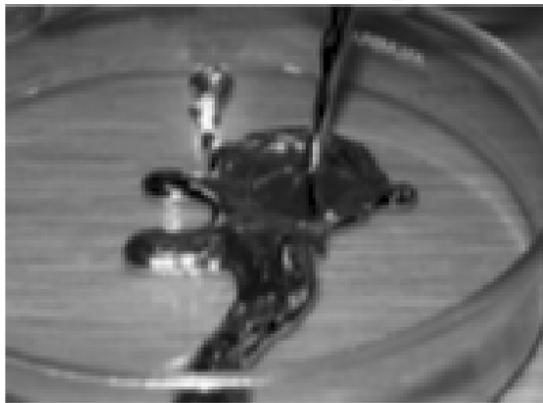
023 95 73 73 / 0553 45 62 56

Ou par Email au: monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

EL TARTF :

Saisie de près de 350 grammes de mercure blanc à Boutheldja



Pas moins de 343,26 grammes de mercure blanc destinés à la contrebande ont été saisis dans la daïra de Boutheldja relevant de la wilaya d'El Tartf, a-t-on appris samedi du chargé de communication de la sûreté de wilaya. Agissant sur la base d'une information faisant état d'une tentative de contrebande par un individu issu d'une wilaya du centre du pays, les services de la sûreté de daïra de Boutheldja ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'identification du présumé coupable, a ajouté le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi. Le mis en cause a été appréhendé à bord d'un taxi, à l'entrée ouest de la ville de Boutheldja, a précisé la même source, signalant qu'après une fouille minutieuse du véhicule, ce produit sensible transporté dans des flacons a été récupéré. Le contrebandier, âgé d'une trentaine d'années, a été arrêté alors qu'il s'apprêtait à se rendre dans une localité frontalière pour écouler illégalement cette quantité de mercure blanc, a-t-on relevé. Poursuivi pour "contrebande de mercure et vente illégale", le mis en cause sera présenté "incessamment" devant le magistrat instructeur près le tribunal territorialement compétent, a précisé le chargé de communication de la sûreté de wilaya d'El Tartf.

MOSTAGANEM

L'accident de la balançoire géante est du à une défaillance mécanique (sûreté de wilaya)

L'enquête préliminaire des services de la sûreté de wilaya de Mostaganem a conclu que la chute de l'attraction de la "balançoire géante", survenue vendredi soir dans un des espaces du parc de loisirs "Mostaland", au chef lieu de wilaya, est due à une défaillance mécanique, a-t-on appris samedi de ce corps de sûreté. Un communiqué de la sûreté de wilaya, dont une copie a été remise l'APS, a indiqué que des éléments de la police judiciaire et de la police scientifique se sont rendus sur les lieux de l'accident ou l'enquête et le constat préliminaires ont fait ressortir que la balançoire géante est tombée d'une hauteur de quelques mètres entraînant d'une défaillance dans l'équilibre des câbles de levage de cette attraction. Selon le même communiqué, les services de police ont enregistré 14 blessés à différents degrés de gravité, que les ambulances des services de la protection civile ont transférés à l'hôpital "Ernesto Che Guevara" de Mostaganem, soulignant que les blessés ont reçu les soins nécessaires et quitté vendredi soir le service des urgences médico-chirurgicales, à l'exception d'une seule personne qui a été gardée à l'hôpital jusqu'à samedi. Le wali de Mostaganem, le procureur général de la Cour de justice et le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem ont été informés des faits.

LA LIVRE DÉPASSE 1,40 DOLLAR POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS PRÈS DE TROIS ANS



La livre britannique est repassée vendredi au-dessus du seuil symbolique de 1,40 dollar, galvanisée depuis le début de l'année par une campagne de vaccination rapide

au Royaume-Uni et par la conclusion fin 2020 d'un accord commercial post-Brexit avec l'UE. A 1,4019 dollar pour une livre vers 20h00 GMT, la monnaie britannique n'avait pas at-

teint un tel niveau face au billet vert depuis fin avril 2018. "Il n'y avait pas d'information vendredi pour expliquer la surperformance de la livre, mais les thèmes restent les mêmes depuis le début de l'année: pas de conséquences extrêmes du Brexit, des vaccinations à vitesse grand V et une croissance satisfaisante fin 2020", énumère Stephen Innes, analyste chez Axi. Depuis le 24 décembre et la conclusion in extremis d'un accord commercial, la livre s'apprécie de 3,7% face au dollar et de 4,1% face à l'euro. Alors que le dollar souffre au contraire de la possibilité d'un retour de l'inflation aux États-Unis, la livre s'approche peu à peu de son plus haut d'avril 2018 à 1,4377 dollar pour une livre. Le bitcoin, dont la flambée a porté la valeur de l'ensemble de cette cryptomonnaie à plus de 1 000 milliards de dollars vendredi, ne cessait de progresser à un nouveau plus haut historique à 55 182,75 dollars contre 52 037,52 dollars, la veille.

	20H00 GMT	22H00 GMT
EUR/USD	1,2113	1,2092
EUR/JPY	127,80	127,80
EUR/CHF	1,0865	1,0832
EUR/GBP	0,8646	0,8653
USD/JPY	105,50	105,69
USD/CHF	0,8970	0,8959
GBR/USD	1,4010	1,3975

BOUKADOUM

LA GESTION DE LA MIGRATION EXIGE UNE APPROCHE INCLUSIVE

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a affirmé, jeudi, que la migration avec toutes ses dimensions était liée à l'histoire de l'humanité, soulignant que sa gestion exigeait une approche inclusive avec la contribution de tout un chacun dans le cadre de la coopération et du respect mutuel. Dans un tweet illustré du premier migrant algérien en Amérique en 1892, dont la photo se

trouve actuellement au Musée de la migration de l'île "Ellis Island" à New York, M. Boukadoum a indiqué que la migration "avec toutes ses dimensions est étroitement liée à l'histoire de l'humanité". "Si la gestion de la migration pose, de temps à autres, des interrogations entre Etats, sa résolution ne saurait intervenir qu'à travers une approche inclusive dans le cadre de la coopération et du respect mutuel".

GRÂCE PRÉSIDENTIELLE:

33 DÉTENUS ÉLARGIS ET PROCÉDURES EN COURS POUR LES AUTRES



Trente-trois (33) détenus dont 21 condamnés définitivement à des peines de prison ferme pour des actes liés à l'utilisation des réseaux sociaux ou commis lors de rassemblements, et 12 n'ayant pas écopé de peines définitives, mais impliqués dans des actes similaires ont été élargis, vendredi, dans le

cadre des mesures de grâce décidées jeudi par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère de la Justice. "A l'occasion de la Journée du Chahid et du deuxième anniversaire du Hirak populaire béni, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété des mesures de grâce présidentielle en faveur de 21 détenus condamnés définitivement à des peines de prison ferme pour des actes liés à l'utilisation des réseaux sociaux ou commis lors de rassemblements. Tous ces détenus ont été mis en liberté vendredi 19 février 2021", précise le communiqué du ministère. Les juridictions compétentes ont procédé "à partir de la date d'aujourd'hui à l'élargissement des détenus n'ayant pas écopé de peines définitives, impliqués dans des actes similaires. Le nombre global de détenus élargis, des deux catégories, s'élève à l'heure de la rédaction de ce communiqué, à 33 détenus et les procédures de mise en liberté se poursuivent pour les autres", précise le document.

IRG

L'EXONÉRATION DES SALAIRES INFÉRIEURS À 30.000 DA A BÉNÉFICIÉ À 6,5 MILLIONS DE CITOYENS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait savoir, jeudi soir, que l'exonération des salaires inférieurs à 30.000 DA de l'impôt sur le revenu global (IRG) a bénéficié à quelque 6,5 millions de citoyens. "L'engagement que j'avais pris lors de ma campagne électorale d'exonérer les salaires inférieurs à 30.000 DA a été concrétisé au profit de quelque 6,5 millions de citoyens", a déclaré M. Tebboune dans un discours à la Nation. Il a ajouté que cette mesure, prise dans le cadre des nombreux chantiers concrets depuis le début de son mandat "en faveur des faibles classes sociales, a été appliquée malgré les difficultés financières, suite à la baisse des cours du pétrole et de la crise sanitaire mondiale". Évoquant le relèvement du Salaire national minimum garanti (SNMG) de 18 000 à 20 000, le Président Tebboune a expliqué que cette décision traduisait sa pleine conscience de "la souffrance" des faibles revenus et de la nécessité d'une meilleure prise en charge sociale d'Algériens "en difficulté depuis de nombreuses années". Il a assuré, dans ce contexte, que "l'Etat continuera à prendre en charge les enfants de l'Algérie et à lutter contre l'argent sale découlant de la surfacturation pour l'investissement à l'étranger.

